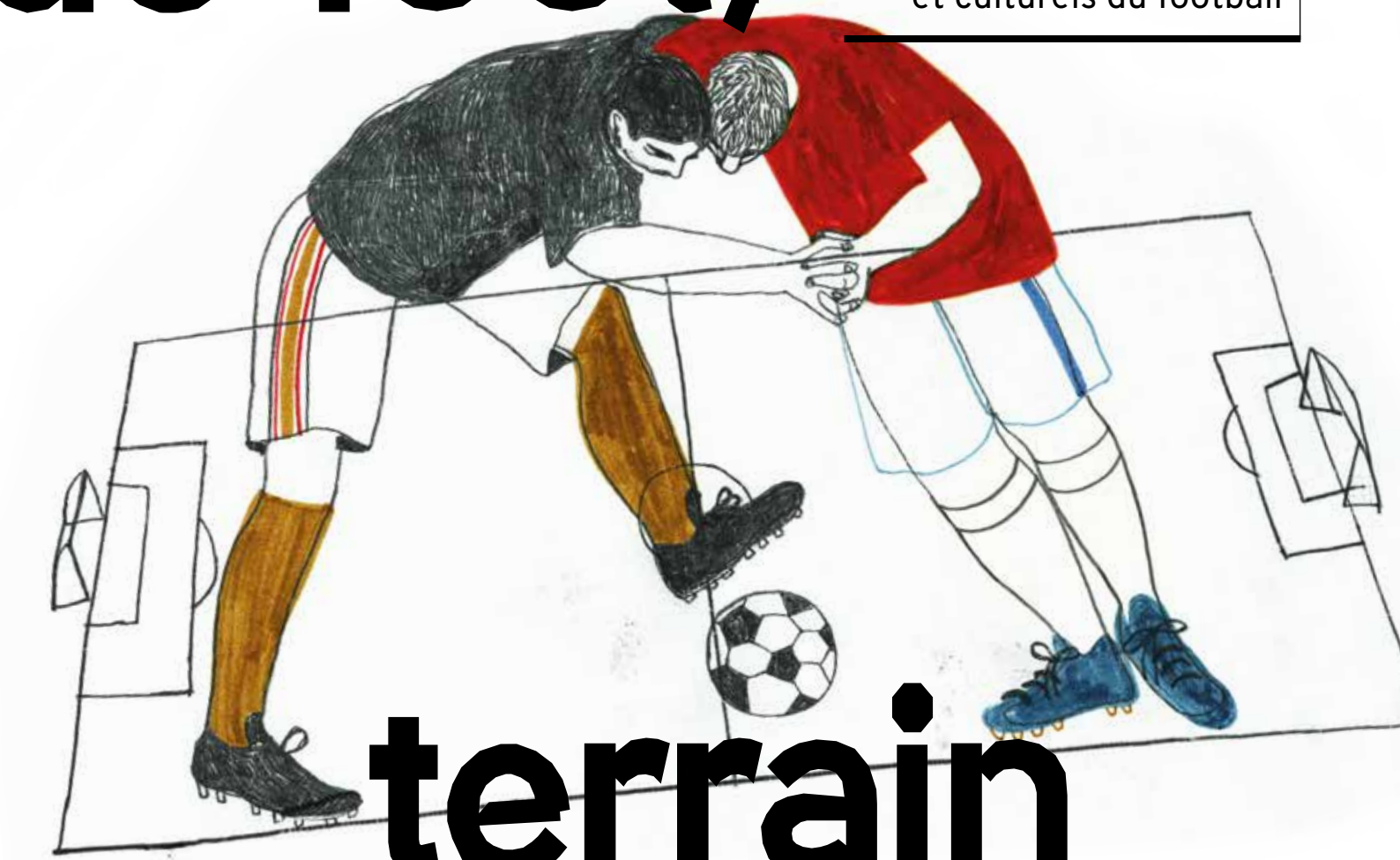
Dépôt Bruxelles X
P501050
Périodique trimestriel
Belgique – België
P.P. – P.B.
1099 Bruxelles
BC 8507

Terrain de foot, terrain de luttes

CHANTIER p. 12
Enjeux sociaux, politiques et culturels du football



agir par la culture
#55
magazine politique & culturel
automne 2018 // gratuit

Moria, un no man's land en Europe *p. 04*
Entretien avec Marie Doutrepont

Capoeira et résistance infrapolitique *p. 09*
Art martial, danse ou lutte ?

SOMMAIRE

4

Pourparlers
MARIE DOUTREPONT
Camp de Moria : un no man's land en Europe

8

Propos intempestifs
Spinoza : un phare pour éclairer notre futur

9

Culture(s)
Capoeira et résistances infrapolitiques

Chantier
Terrain de foot, terrain de luttes

14
MICKAËL CORREIA
Une histoire du foot par en bas

19
Ultras, les autres protagonistes du football

22
« Red or dead ! » Développer la lutte des classes dans le stade

23
JEAN-MICHEL DE WAELE
Le foot, miroir social et levier politique

26
Football féminin, reprises de volée sexistes et passements de genres

29
Littérature sociale et football anglais

30
Ballon d'or et mauvais passe

pac
Agir par la Culture

Agir par la culture
www.agirparlaculture.be
info@agirparlaculture.be
Une publication de Présence et Action Culturelles asbl
Rue Lambert Crickx, 5
1070 Bruxelles – Belgique
www.pac-g.be
Tél : 02/545 79 11

Éditrice responsable
Dominique Surleau

Rédacteur en chef
Aurélien Berthier
aurelien.berthier@pac-g.be
Tél : 02/545 77 65

Équipe rédactionnelle
Julien Annart, Sabine Beaucamp, Valentine Bonomo, Jean Cornil, Anne-Lise Cydzik, Denis Dargent, Sarah de Liamchine, Jean-Francois Pontégnie, Marc Sinnaeve, Olivier Starquit et Pierre Vangilbergen

Ont participé à ce numéro
Géraldine Cierzniewski, Mickaël Correia, Jean-Michel De Waele, Matilda Delier, Julien Dohet, Marie Doutrepont, Pierre Lempereur, Isabel Martin, Sung Posier & Serge Smal

Couverture & illustrations du dossier
Sylvie Bello
sylviebello.blogspot.com

Conception graphique & mise en page
Vanya Michel & Emmanuel Troestler

Website
Thomas Hubin

33

Reflets
Écoutez-nous,
nous les combattants du logement

36

Le dit et l'impensé
Les ravages du tropisme élitiste
de l'égalité des chances

39

À bas la Culture !
Pourquoi on M le maudit…

40

Popcorns
Nos chroniques culturelles

ÉDITO

Ce numéro d'*Agir par la culture* vous propose un chantier de réflexions autour d'un phénomène fascinant qui enflamme les foules et qui a mobilisé les enthousiasmes et les énergies pendant un mois d'épopée russe cet été : le « dieu » football.

Plus rien n'existait en dehors des performances de nos Diables. Tout le pays était comme suspendu dans l'attente du match du soir, comme saisi par une transe collective, mettant entre parenthèses le déroulé tragique de l'actualité. *Agir par la culture* a posé son regard critique sur la « magie de ce temps suspendu ».

Car, à côté de l'exultation des supporters, du sacre du foot-business et de l'hystérisation chauvine des nations, il existe une autre histoire du football, un espace de résistance et de lutte face à l'ordre dominant du monde. Cette autre histoire, très mal connue, raconte comment les ouvriers, les femmes, les colonisés ou les amateurs se sont emparés de ce sport, aujourd'hui soumis aux impératifs du capitalisme, pour le transformer en outil d'émancipations.

Ce regard critique sur les différents instruments d'exploitation et d'aliénation des corps et des consciences, le mouvement PAC le poursuivra avec détermination, en interrogeant par exemple la langue comme vecteur symbolique de la domination masculine au travers d'une étude et d'un colloque sur l'écriture inclusive « Hommes-femmes : toutes égales ! » en ce mois de novembre (Voir à ce sujet p. 44).

Dominique Surleau
Secrétaire générale de PAC

Dépôt
Abderrahim El Achhab,
Frank Roland & Guillermo Torres
Abonnement
Rose Stewart
rose.stewart@intrapac.be
Tél : 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site www.agirparlaculture.be (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique).
Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur·s auteur·e·s. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.

Marie Doutrepont

Camp de Moria : un no man's land en Europe

À la lecture du récit-témoignage *« Moria, Chroniques des limbes de l'Europe »* de Marie Doutrepont, on a vraiment l'impression que le slogan né dans les luttes des migrants *« Ils ne représentent pas un danger, ils sont en danger »* s'est incarné dans le réel sous la forme d'un camp de réfugiés, celui de Moria, situé sur l'ile grecque de Lesbos. Car le livre est très violent. Violent dans la réalité qu'il relate et dans ce qu'il révèle des conséquences très concrètes des politiques d'hostilité mises en œuvre sur le continent et à ses frontières. À l'heure où ces lignes sont écrites, il est question de fermer ce lieu concentrationnaire pour cause d'insalubrité et de surpopulation. Ouvert ou fermé, la question demeurera : comment en est-on arrivé là ?

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Marie Doutrepont est avocate au sein de Progress Lawyers Network, un cabinet spécialisé en droit social et dans la défense juridique des travailleurs et des étrangers, défendant par exemple la famille de Mawda. En mai 2017, elle passe trois semaines dans le camp de Moria comme volontaire pour prodiguer une aide juridique de première ligne aux milliers de réfugiés en attente de réponse de la part des autorités. Moria est l'un des fameux « hotspots » qui jalonnent la Grèce et l'Italie où se déroule un étrange travail de tri entre migrants « admissibles » et migrants « irréguliers » (qui seront renvoyés en Turquie). Ce tri s'effectue dans des conditions déplorables : surpeuplement (8388 résidents pour seulement 3100 places au dernier recensement[1]), violences, saleté, manque d'accès à une assistance médicale et juridique, aucune scolarisation prévue pour les enfants. Certains de ces derniers ont même tenté de s'y suicider.[2] Les volontaires doivent signer une clause de confidentialité et les journalistes n'ont pas le droit de prendre note de ce qui s'y déroule. On comprend rapidement pourquoi tellement les règles de l'État de droit y sont comme suspendues.

Le portrait du camp dressé par l'avocate est direct, quasi-clinique. Le récit se déploie dans un style enlevé sous forme épistolaire – des lettres écrites à ses proches pour se libérer du poids de ce qu'elle y vit. Elle relate ce qu'il se passe très concrètement en Europe aujourd'hui : on traite comme des fraudeurs, des criminels, des personnes qui ont besoin de protection, qui sont en grande détresse psychologique, en mauvaise santé, endommagées par des sévices ou privations diverses. On harcèle des malheureux… Difficile de ne pas ressentir une certaine honte en tant qu'Européen au fil des lignes de ce récit documentaire.

Est-ce que vous pouvez revenir sur les conditions de vie du camp de Moria ? Les besoins de base sont-ils rencontrés ?

Je ne sais pas très bien par où commencer tellement il n'y a rien qui va… La directive européenne (dite Directive Accueil) précise que l'accueil des demandeurs d'asile, ne consiste pas seulement dans le « le gite et le couvert », mais qu'il s'agit aussi de prévoir un accompagnement médical, psychologique, juridique, l'enseignement pour les enfants, des possibilités de travail à moyen terme, des formations, etc. Il n'y a rien de tout ça à Moria. Disons que les gens sont *plus au moins* logés et nourris, et c'est tout…

Plus au moins logés… Des gens sont morts de froid en janvier 2017 parce qu'ils habitaient dans des tentes et qu'ils ont voulu se chauffer au gaz butane, l'explosion les a tués alors qu'il y avait des containers du

HCR disponibles depuis le mois d'août précédent. Mais les ONG qui rappelaient que l'hiver en Grèce était froid n'étaient pas écoutées. On a donc des gens sous la neige dans des tentes de camping. Ou, au mieux, logés dans des containers, c'est-à-dire des boites en métal où il fait glacial en hiver et brûlant en été. Ça, c'est pour le logement.

Plus ou moins nourris… tous se plaignaient de la nourriture. Un consultant congolais m'a même dit que la seule chose qui était mieux dans les prisons de Kabila qu'à Moria, c'est que la nourriture y était meilleure… Faut quand même le faire ! Il n'est évidemment tenu aucun compte des régimes particuliers, mêmes pour raisons médicales. Rien n'est donc mis en place pour les diabétiques, les cœliaques ou les ulcéreux.

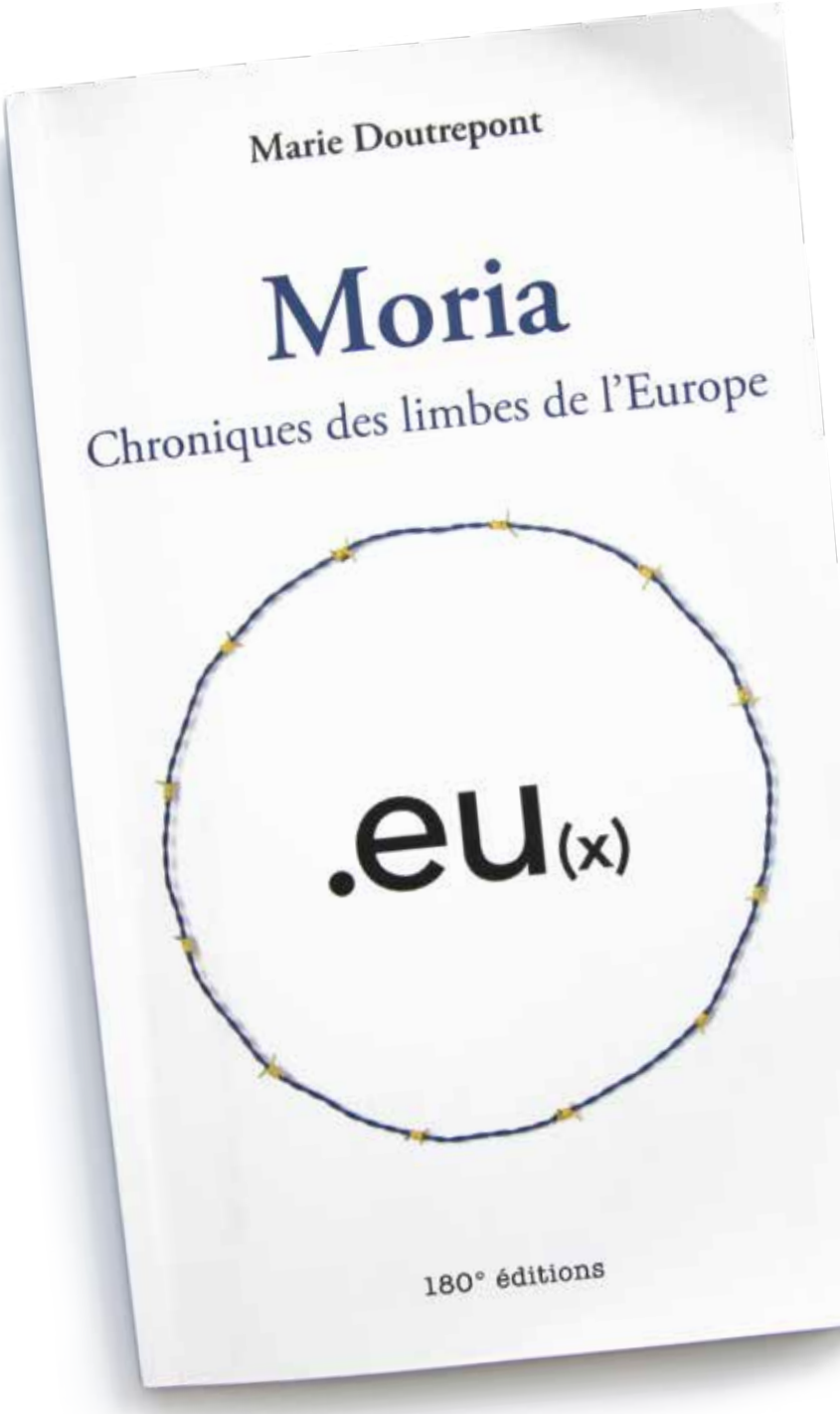
À lire votre récit, on a vraiment l'impression que tout se vit à Moria sur le mode du manque : manque de traducteurs, d'une assistance médicale, d'une assistance juridique…

Ça, c'est tout l'autre aspect. On ne les laisse pas tout à fait mourir de faim, on met un semblant de toit sur leur tête et c'est tout. Il n'y a pas d'aide juridique. Or pour des personnes qui sont dans un labyrinthe administratif comme Moria, l'accès à l'aide juridique est tout aussi essentiel que l'accès à l'aide médicale. Dans les deux cas, à ce stade-là, cela relève de la survie.

Il faut rappeler que Moria est un camp de tri. Les réfugiés sont amenés à passer une série d'entretiens décisifs pour leur avenir…

C'est en effet essentiel de leur donner les clés de compréhension de la procédure, ne fût-ce que pour qu'ils répondent correctement aux questions. Car ce n'est pas juste une question de langue – même si oui, on manque de traducteurs –, c'est aussi une question de compréhension de ce qu'est une procédure d'asile. Qu'est-ce que ça représente pour un Guinéen illettré qui n'est jamais sorti de son village ? Comment est-ce qu'on peut lui expliquer les points importants ? C'est sa vie qui en dépend, c'est donc vraiment essentiel qu'il comprenne ce qui lui arrive. C'est aussi essentiel que pour quelqu'un qui est détenu en prison. Là, on ne contestera pas qu'il ait le droit à avoir l'assistance d'un avocat pour comprendre ce dans quoi il est. Or, Moria, c'est aussi un *camp de détention*. Les gens arrivent et commencent par une détention de 5 à 25 jours durant lesquels ils n'auront pas le droit de sortir du camp. Un endroit où des gens sont détenus derrière les barbelés, ça s'appelle une prison. On peut nommer ça un « camp », un « hotspot », un « centre de tri », ça restera une prison. Ces gens ont donc réellement le droit d'avoir accès à un avocat.

Le reste est à l'avenant… Tout le monde est soigné au paracétamol, les suicidaires, les torturés, les révoltés, les malades, les violés… Les docteurs sont souvent expéditifs et laissent leurs patients se débrouiller avec leurs maladies chroniques ou séquelles de tortures. De nombreux enfants ne vont pas à l'école et personne ne semble se soucier d'en mettre une en place. Au contraire, quand des bénévoles tentent d'instaurer un semblant d'école, c'est torpillé par la police grecque qui fait courir la rumeur qu'envoyer leurs enfants à l'école, c'est risquer qu'ils soient kidnappés… Quant à l'accès à des cours de grec, à l'intégration, au travail, il faut oublier… Il n'y a rien à Moria.



Ce qui ressort de manière prégnante du livre, c'est que Moria joue comme une véritable machine à déshumaniser. Déshumanisation à la fois des migrants qui vivent dans des conditions qui daignent leur accorder la considération la plus minimale. Mais déshumanisation aussi d'une partie des fonctionnaires, des policiers, de l'armée, du service soignant grec qui y travaillent et qui ont des réponses souvent brutales ou dénuées de toute empathie envers des demandes légitimes de soin ou de protection. Comment expliquer par exemple les réactions du personnel soignant grec ?

On demande aux Grecs de faire des choses impossibles. On leur demande de gérer un camp qui est complètement surpeuplé sans moyens financiers, temps, personnel, ni volonté politique. Forcément, ça a un impact sur leur travail, même si une partie d'entre eux le fait sans doute avec une volonté d'être utile, de bien faire leur travail, de rester humain… En fait, ils n'ont pas les moyens de faire autrement que de se déshumaniser.

> « Je pense que ça relève d'une politique délibérée (…). Comme si on voulait pousser les gens qui sont à Moria à envoyer un message chez eux disant : "Ne venez pas, c'est l'horreur !" »

Je crois qu'on ne permet pas aux personnes qui y travaillent d'avoir de l'empathie, de la compassion, d'être un petit peu humain car ce n'est absolument pas le but de Moria. En fait, je pense que ça relève d'une politique délibérée visant à créer les conditions pour que le camp de Moria soit complètement inhumain et invivable. Comme si on voulait pousser les gens qui y sont à envoyer un message chez eux disant : « Ne venez pas, c'est l'horreur ! ».

Ça semble participer d'une sorte de politique d'hostilité qui fait souvent office de politique migratoire aujourd'hui… Une politique qui débute d'ailleurs avant même l'arrivée sur l'ile puisque vous évoquez des vedettes de Frontex qui font chavirer exprès des embarcations de réfugiés, c'est un fait avéré ?

Plusieurs vidéos ont déjà montré les gardes-côtes grecs coulant des *dinghies*, ces petits bateaux pneumatiques à moteur sur lesquels s'entassent les migrants. Ce sont des histoires qui ont été rapportées par plusieurs sources, à la fois par des volontaires et par un rescapé d'un bateau coulé de la sorte. Il a expliqué à des gens du Haut Comissariat aux Réfugiés ce phénomène-là lors de mon séjour sur l'ile. Ces différentes sources viennent toutes dire que la technique, c'est de tourner en rond autour des *dinghies* pour créer des remous qui vont les faire chavirer. C'est quand même interpelant que ça revienne de manière aussi récurrente et précise.

Cette politique d'hostilité a-t-elle un prolongement en Belgique ? Je pense par exemple à la rafle qui a pu avoir lieu au centre culturel Globe Aroma. Quel regard portez-vous sur la politique migratoire en Belgique ?

Elle est catastrophique et uniquement dictée par la peur et la démagogie… La seule volonté présente, c'est celle d'essayer de fermer un maximum les frontières à coup de tweets et de discours faciles et sans nuances. Malheureusement, tout ça va dans le sens d'une politique plus large, qui se propage un petit peu partout en Europe et qui fait froid dans le dos qui consiste à construire des murs de plus en plus hauts, à rendre les procédures de plus en plus complexes et à externaliser – comme s'il s'agissait d'une fabrique de chaussures – le problème de plus en plus loin, en dehors des frontières de l'Europe… Mais il n'y a aucune politique migratoire qui prenne acte du fait qu'on n'a pas le choix, que ces gens sont là et qu'il faut bien en faire quelque chose.

On sait que construire des murs comme à Melilla ou à Ceuta ou mettre en place des hotspots n'ont pas empêché les gens de venir, d'escalader les barrières ou de se noyer en Méditerranée… Ce n'est pas une solution. Sauf à se dire que le fait que les gens meurent en route, ce n'est pas notre problème, que ce n'est pas du tout la conséquence de notre politique, et qu'en fait on ne doit s'inquiéter que des gens qui sont arrivés en Belgique.

Votre cabinet défend la famille de Mawda, la fillette kurdo-irakienne, morte d'une balle tirée par un policier belge lors d'une course poursuite avec des passeurs. Que révèle cet évènement sur la situation actuelle ?

C'est frappant de constater qu'un policier a tiré sur le chauffeur d'une camionnette qui roulait à 100 km/h parce qu'il fallait *absolument* l'arrêter et ce, peu importe les conséquences. C'était semble-t-il plus important d'arrêter cette camionnette que de tenir compte de la vie des personnes qui étaient dedans. C'est un peu comme si la police refusait d'envisager de pouvoir laisser des braqueurs prendre la fuite pour protéger la vie de leurs otages… On peut donc constater que quand il s'agit des migrants, ce n'est pas ce calcul-là qui est fait. Il y a vraiment des citoyens de différentes catégories.

Ce n'est pas tant le policier en tant que tel qui est en cause que la politique migratoire jusqu'au-boutiste qui dit qu'il faut arrêter les méchants passeurs *coûte que coûte* et qui incite un policier à croire qu'il est autorisé à tirer sur une camionnette de migrants et éventuellement à tuer quelqu'un. Alors que c'est tout à fait contraire à la Loi, à la Constitution et aux principes de légitime défense.

Retour à Moria. Vous écrivez que les réfugiés y vivent « un second exode, la traversée d'un océan de paperasseries, une prison à ciel ouvert, cernée de barbelés et de béton ». Ce « mur de papier » rappelle les propos de l'anthropologue Michel Agier qui évoque le fait que la frontière n'est plus une simple ligne qu'on passe, mais qu'elle s'épaissit dans l'espace et s'étire dans le temps. Ce qui amène les gens à vivre dans des « situations de frontières » pendant des mois ou des années, notamment dans des démarches administratives sans fin. Ces démarches, vous dites qu'elles sont kafkaïennes à Moria. Pourquoi sont-elles aussi longues et absurdes ?

Je crois que c'est toujours dans la même logique, celle de *complexifier* l'accès à l'Europe. Une fois que les gens sont arrivés en Europe, qu'ils ne se sont pas noyés dans la Méditerranée, on va vraiment essayer de *tout* faire pour effectuer un second tri, le plus sévère possible pour éviter de devoir reconnaitre à trop de personnes le statut de réfugiés.

Je me permets de rappeler à ce stade – on l'oublie trop souvent – que la Convention de Genève est un traité international qui comporte des droits et des obligations pour ses signataires. Ainsi, tous les États signataires de la Convention de Genève – dont l'ensemble des États membres de l'Union européenne – ont l'obligation d'accorder une protection. Ce n'est donc pas une faveur ou une gentillesse de leur part, c'est une *obligation*, celle de reconnaitre à toute personne qui en remplit les conditions le statut de réfugié, et de leur accorder une protection internationale. Or, ici, on est véritablement en train de détricoter la Convention de Genève.

« On crée des espèces de no man's land. Ce qui permet de mettre en place tout un système de règles complètement dérogatoires aux droits fondamentaux. (...) Ce sont des espaces qui ne sont pas vraiment situés juridiquement en Europe. »

On est dans un système où on va essayer de *maintenir les formes*, de donner *l'impression* qu'il y a encore une procédure d'asile, *l'impression* qu'on a encore un système d'accueil parce qu'on n'ose pas encore tout à fait assumer l'autoritarisme et qu'il faut continuer à mettre un vernis de démocratie, de respect des Droits humains autour de ces questions migratoires. On va donc complexifier à outrance les procédures et arriver à des logiques qui n'ont ni queue ni tête. Ce qui va permettre de vider de son sens l'essence même du droit d'asile, mais dans le respect des formes...

À vous lire, la question qu'on se pose, et que d'ailleurs certains réfugiés se posent, c'est : est-ce que Moria est encore en Europe ?

C'est une vraie question. Pour moi non. Le titre de mon livre, *Chroniques des limbes de l'Europe*, m'est venu assez vite. Car géographiquement l'ile de Lesbos, c'est déjà une des iles les plus excentrées du continent et même de la Grèce. C'est une lointaine ile grecque que personne ne connait perdue dans la mer à l'instar de Lampedusa. On confine les gens sur cette ile, on les empêche d'accéder réellement à l'Europe, à l'Europe continentale. Ils ne se sont plus vraiment *hors* Europe, mais ils ne sont pas encore vraiment arrivés *en* Europe puisqu'ils n'ont pas le droit d'y circuler. Moria, et les hotspots en général, ce sont des endroits qui sont *hors sol*. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'on envisage de les délocaliser en dehors de l'Union européenne. C'est symptomatique : Moria pourrait tout aussi bien être en Albanie ou en Libye, ça reviendrait au même... On crée des espèces de no man's land. Ce qui permet de mettre en place tout un système de règles complètement dérogatoires aux principes et aux droits fondamentaux et des procédures d'exception. Ce sont des espaces qui ne sont pas vraiment situés juridiquement en Europe.

Il y avait une note de lumière qui transparaissait dans votre livre : « tant que les gens ne sont pas morts, les gens vivent malgré tout ». Même avec tout ce travail de sape de l'énergie de vie dont sont porteurs les réfugiés qui arrivent, on peut survivre à une machine à déshumaniser comme Moria...

C'est vrai qu'on peut survivre à Moria mais ça laisse des traces indélébiles et pas mal d'amertume. Pour beaucoup de celles et ceux qui arrivent, ce sont des gens très meurtris par la vie mais qui ont cette énergie de se dire que maintenant, c'est un nouveau chapitre de leur vie, qu'ils vont pouvoir repartir sur de bonnes bases. Ils sont très motivés et semblent affirmer : « j'ai deux bras deux jambes, de l'énergie, ma tête, qu'est-ce que je peux faire ? » Et en fait, nous, on les enferme dans un camp aux conditions de vie déplorables et où ils ne font rien pendant des mois et des mois.

Toute cette énergie du début, qui est évidemment absolument non quantifiable, est complètement gaspillée. Toute cette confiance-là est complètement laminée. C'est quoi le premier rapport qu'ils ont eu avec l'Europe ? Comment se reconstruire et reconstruire la confiance après ça ? Comment retrouver l'énergie et la volonté de contribuer, de s'intégrer, de faire partie de la société ? Derrière les murs des camps comme celui de Moria, il y a un gâchis énorme d'énergies. Des élans qui sont brisés net.

Marie Doutrepont
Moria. Chroniques des limbes de l'Europe
180° Éditions, 2018

1. *www.lemonde.fr/international/article/2018/09/07/en-grece-les-employes-du-camp-migratoire-de-lesbos-en-greve-pour-denoncer-la-surpopulation_5351812_3210.html*
2. Source : MSF. *www.msf.lu/fr/actualites/toutes-les-actualites/augmentation-des-tentatives-de-suicide-et-dautomutilation-chez-les*

SPINOZA : UN PHARE POUR ÉCLAIRER NOTRE FUTUR

PAR JEAN CORNIL

Le philosophe Baruch Spinoza, qui a vécu au 17e siècle, n'est pas une figure de la pensée savante, réservée aux cercles élitistes d'obscurs académiciens. Malgré l'évidente complexité de ses œuvres – *L'Éthique* est illisible sans un accompagnement pédagogique très solide – Spinoza nous propose une réflexion sur la vie et le monde d'une remarquable modernité. En ces temps des effondrements de vastes récits théologico-politiques et de la navigation à vue de l'existence comme de la cité, il incarne magnifiquement l'indémodable homme qui sait éclairer nos incertitudes.

Prenons quelques exemples. Face à la montée des obscurantismes religieux qui ensanglantent l'actualité, Spinoza déploie une analyse critique des textes sacrés, de l'Ancien Testament en particulier, qui à l'aide de la seule raison, déconstruit mythes, mystères et miracles de la Bible. Et propose une anthropologie de la croyance qui critique un humain esclave de ses passions tristes, la crainte devant la mort et l'espoir d'une vie éternelle, et une cité gouvernée par un tyran grâce au dogmatisme et à l'obscurantisme religieux. Inflexible sur sa critique, Spinoza sera banni de la communauté juive d'Amsterdam à l'âge de 23 ans et pour toujours. Les tentatives pour réhabiliter ce sage et lever cet édit d'excommunication, la dernière date de 2012, ont jusqu'à présent échoué. Cela témoigne de la puissance et de la radicalité de son analyse critique des textes sacrés.

Autre exemple. Dans les Provinces-Unies de ce siècle, dit de la raison, il règne une relative tolérance de pensée et une liberté, à l'inverse de la France catholique de Louis XIV ou des autres nations européennes. Spinoza se livre à une impitoyable charge contre toutes les formes d'aristocratie et de monarchie, considérées depuis la République de Platon comme le meilleur système de gouvernement. Il défend fermement la démocratie et les libertés fondamentales. Il est précurseur par son éloge des valeurs d'égalité et de liberté, seules à même de garantir la sécurité publique et la paix entre les citoyens. Père de notre modernité politique, annonciateur des Lumières, Spinoza sera bouleversé par la mise à mort des frères de Witt le 20 août 1762. Ils avaient gouverné la République jusqu'à ce jour dans un relatif esprit d'égalité des citoyens, de laïcité et de liberté de croyance et d'expression.

Troisième exemple, le plus visionnaire en regard de la crise écologique majeure que nous traversons. Spinoza, par sa conception de Dieu équivalant à la Nature, développe une pensée relationnelle. Tout ce qui existe doit être mis en relation constante avec son environnement. Ce sont les réseaux d'interdépendances multiples qui conditionnent toutes nos pensées et nos comportements. Il refuse le modèle de l'individu séparé, le corps et l'esprit, la nature et la culture, si prégnants ces derniers siècles dans nos manières d'appréhender le monde. Il désanthropomorphise notre conception de la nature et prône la conscience de n'exister que par un nœud fragile avec tout ce qui nous entoure. Il pose les prémices de la nécessité de développer une conscience relationnelle et de se concevoir comme une partie de la nature, de se comprendre en s'intégrant dans un écosystème. Bref, les fondements cognitifs et politiques pour affronter les périls de notre présent.

Spinoza écrivait : *«ne pas se moquer, ne pas se lamenter, ne pas détester, mais comprendre»*. Mais aussi que *«toute l'idée de la mer est dans une goutte d'eau»*. À chacun de prendre la réalité pour ses désirs, et non l'inverse, et d'y œuvrer dans l'esprit de Spinoza.

Capoeira et résistance infrapolitique

PAR PIERRE LEMPEREUR

Devenue progressivement symbole de l'identité afro-brésilienne, la capoeira trouve ses sources dans l'esclavage pratiqué au 16e siècle. Elle est aujourd'hui pratiquée dans les académies, mais aussi sur les plages, par plus de 80 % de la population brésilienne. Le cercle de capoeira (la « roda ») est inscrit depuis 2014 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco. Elle s'est également aujourd'hui très largement diffusée depuis le Brésil vers le reste du monde. À côté de cette reconnaissance et de sa pratique de masse, la capoeira possède une portée politique insoupçonnée et constitue un exemple notable de « ruses du dominé ». Détour par l'expérimentation et l'analyse anthropologique de James C. Scott pour rendre compte de cette lutte politique discrète.

Comme l'écrit Andorinha (hirondelle), capoeiriste et rédactrice du fanzine *Muleque e tu !* (« Voyou toi-même ! »), il est inutile d'essayer de mettre la capoeira dans une case puisque la capoeira c'est l'art de la dissimulation, de l'adaptation en fonction des circonstances et de la feinte grâce à sa malice. La question est néanmoins centrale : qu'est-ce que la capoeira ? De la danse, de la lutte, un art martial ? Peine perdue, la capoeira est ambigüe. Née du temps de l'esclavage au Brésil, c'est en lui donnant l'apparence d'une danse folklorique, autorisée, que les esclaves l'employèrent pour apprendre à se défendre et préparer leur fuite devant – et en même temps *à l'insu de* – leur maitre, en étant dès lors visibles, et invisibles à la fois…

LA RODA

En capoeira, la *roda* est un des moments ritualisés qui marque la fin de chaque entrainement. Les élèves viennent se disposer en cercle tout autour du maitre et attendent son signal et celui de la musique pour entrer dans la ronde. La *roda* c'est la théâtralisation des combats entre capoeiristes qui, tour à tour, entrent dans un jeu de question/réponse enchainant mouvements d'attaques, d'esquives et de défense avec leur adversaire au rythme de la musique et des chants qui les accompagnent et influencent le rythme du jeu. Un bon capoeiriste doit savoir interpréter le rythme et les chants afin de produire un jeu qui y corresponde, adapter sa vitesse et ses mouvements au rythme des instruments et mettre en pratique les valeurs ou le jeu dont il est question dans les chants. La *mandinga*, c'est l'essence et l'expression du jeu et la manière dont un joueur va tromper l'autre feignant par ruse ses intentions. La *roda* est le lieu par excellence de l'apprentissage du caractère imprévisible du jeu.

Mestre Temporal[1] (Maitre Tempête), du *Grupo Origens Da Capoeira*[2] que je fréquente, m'expliquait que certains chants entonnés dans les *rodas* pouvaient être entendus comme des formes d'avertissement sur le danger encouru par l'un des deux joueurs. Si ce dernier comprenait le sens caché du chant, il comprenait les (mauvaises) intentions de son adversaire. On dit aussi qu'à l'époque esclavagiste, quand les maitres approchaient du jeu, le caractère martial de la capoeira était déguisé par la musique et les chants. Le combat se transformait subitement en une sorte de danse en forme de jeu agile qui réussissait à tromper leur méfiance et les empêchait de voir le caractère belliqueux de la capoeira ne leur laissant apparaitre qu'une *brincadeira* d'esclave (jeu ou divertissement). La *roda* est donc cette héritière d'une théâtralisation ancienne de la survie des esclaves affranchis, racontant leur vie face à la violence ordinaire qu'ils rejouaient entre eux.

Dans la période qui a suivi l'abolition de l'esclavage (1888), la capoeira se retrouve associée aux bandes urbaines, aux *maltas* et autres *malandros* qui erraient dans les villes sans travail. Être surpris en train de la pratiquer suffisait alors pour vous faire envoyer aux travaux forcés. Alors, la capoeira est restée publiquement invisible et stigmatisée. Pendant plusieurs décennies ce statut fut intégré dans ses « codes ». Les capoeiristes étaient ainsi des anonymes et connus seulement par leur *apelido* (surnom). Aujourd'hui, cette tradition de l'anonymat continue puisque chaque membre reçoit au moment de son *batizado* (baptême) un surnom qui marque le passage de grade et signifie l'entrée dans le groupe. Anonymat et reconnaissance font bon ménage dans l'univers de la capoeira où visible et invisible se mêlent encore et toujours…

LES PIEDS NUS ET L'UNIFORME BLANC

En règle générale, la capoeira se pratique pieds nus. Les esclaves d'ailleurs ne portaient pas de chaussures. On le leur interdisait, car pieds nus, ils étaient bien moins tentés de fuir ou tout du moins, parcouraient moins de distance en cas de fuite. Dans le groupe, nous portons aussi un uniforme blanc. Lors d'une conversation à ce sujet, le Mestre m'expliquait que le choix du blanc datait de l'époque où la capoeira cherchait encore une forme de reconnaissance publique. Le blanc était un signe de bonne organisation, de pratique respectable à l'image d'un art martial tel que le judo ou le karaté. Le blanc de notre uniforme de capoeiriste s'inspire donc de celui du kimono.

Au Brésil, c'est le Mestre Bimba, fils d'esclave qui, dès les années 30, va chercher à faire sortir la capoeira de l'illégalité. Il réussit progressivement à la faire reconnaitre aux yeux des autorités politiques et obtient qu'en 1940 soit abrogée la loi d'interdiction de la capoeira. Et va fonder la première école de capoeira autour d'un style propre, la *capoeira regional*, qui tranche avec la pratique traditionnelle, apprise dans la rue et dans l'instant du combat entre anciens esclaves. La *capoeira regional* va devenir un sport pratiqué en salle et selon une méthode d'enseignement codifiée. Pour débarrasser la capoeira de son étiquette l'associant à la délinquance, seuls les individus pouvant certifier d'un travail ou d'un statut honnête étaient autorisés à suivre les cours. Pour obtenir la reconnaissance de sa discipline, Mestre Bimba va s'appuyer sur les couches sociales les plus favorisées. La première génération d'élèves sera d'ailleurs constituée en majorité des jeunes blancs aisés et de bonne famille. En réaction, un autre courant se développe autour de Mestre Pastinha qui réaffirmera l'identité africaine de la capoeira en créant dans les années 60 un autre style, la *capoeira Angola*. Aujourd'hui, ces deux écoles sont souvent enseignés dans une version combinée au sein d'un style dit « contemporain ».

ACCÉDER AU « TEXTE CACHÉ » DE LA CAPOEIRA

James C. Scott est un anthropologue anarchiste américain qui a étudié l'histoire des sociétés coloniales et s'est intéressé à l'expérience de privation de pouvoir et de résistance en situation de subalternité. Il est surtout remarquable pour avoir produit une critique

de la notion gramscienne *d'hégémonie culturelle* des dominants et de son incorporation, de sa « naturalisation » par les populations dominées elles-mêmes, diminuant ce faisant leur capacité à résister. Dans son ouvrage intitulé *La domination et les arts de la résistance*[3], il propose une grille de lecture utile pour saisir les formes de résistance politiques cachées et le sens de l'ambivalence chez des populations dominées. Son travail permet également d'éclairer le système de la capoeira. Dans son ouvrage, il écrit ceci : *« Tout groupe dominé produit, de par sa condition, un "texte caché" aux yeux des dominants, qui représente une critique du pouvoir. Les dominants, pour leur part, élaborent également un texte caché comprenant les pratiques et les dessous de leur pouvoir qui ne peuvent être révélés publiquement ».*

Schématiquement, il définit trois niveaux de lecture qui permettent d'accéder au texte caché des dominés. Le premier niveau de lecture est celui du texte public qui est relayé par les dominés, *« les images flatteuses que les élites produisent d'elles-mêmes ».* Le deuxième texte caché est celui partagé en coulisse par les dominés, là où ils sont à l'abri du pouvoir et donc en mesure de le dénoncer. Le troisième texte caché est situé entre le premier et le deuxième niveau, *« c'est la politique du déguisement et de l'anonymat* [qui] *se déroule aux yeux de tous mais est mise en œuvre soit à l'aide d'un double sens soit en masquant l'identité des acteurs ».* Ce sont par exemple les formes de résistances qui renvoient à tout un ensemble de contes populaires de revanche, de rituels d'agression, de chansons qui valorisent les attitudes de filouterie et de résistance des subordonnés mais aussi de création d'un espace social autonome pour l'affirmation de sa dignité, l'usage des ragots, des rumeurs etc.

C'est à ce troisième niveau que s'exerce ce que Scott appelle l'infrapolitique des dominés, c'est-à-dire *« une grande variété de formes discrètes de résistance qui n'osent pas dire leur nom ».* La capoeira comme on l'a vu regorge de ces formes discrètes de résistance.

« L'infrapolitique agit au-delà du spectre du visible, au-delà des formes de résistances ouvertes et déclarées, des manifestations, des mouvements de protestation ou rebellions bruyantes qui font les gros titres, de toute organisation politique qui appartiendrait à la trace écrite (...) elle nait d'un choix tactique informé par une sage connaissance des rapports de force. »

ÉTENDRE L'ACTION POLITIQUE AVEC L'INFRAPOLITIQUE

La dimension infrapolitique de ces formes peut remettre en question notre modèle de compréhension propre aux démocraties libérales occidentales de ce qu'est ou n'est pas une forme d'activité politique, sa logique, sa substance. L'infrapolitique agit au-delà du spectre du visible, au-delà des formes de résistances ouvertes et déclarées, des manifestations, des mouvements de protestation ou rebellions bruyantes qui font les gros titres, de toute organisation politique qui appartiendrait à la trace écrite (résolutions, déclarations, pétitions, procès...). L'infrapolitique demeure néanmoins le résultat d'un choix politique et stratégique assurant la résistance et la sécurité des sujets. Et comme toute autre forme d'organisation, elle nait d'un choix tactique informé par une sage connaissance des rapports de force.

Poser un regard sur la forme infrapolitique, c'est étendre au champ visible de l'expression de la lutte politique, les formes de lutte discrètes comme celles qui s'expriment dans la Capoiera. C'est revisiter en le reconnaissant le contrôle, l'intentionnalité et l'activité exercées par les populations dominées dans et sur un système de domination. C'est imaginer à partir de cette forme de résistance que la liberté loin d'être donnée lors de l'abolition de l'esclavage au Brésil, loin d'avoir été une liberté « offerte » par les autorités – comme le voudrait la mémoire officielle écrite par les élites – aura été le résultat et l'objet d'une longue, lente, et douloureuse conquête. Expérimenter la capoeira, c'est donc aussi une expérimentation politique en soi, qui déplace le curseur de l'engagement politique du visible des mots ou des tracts vers l'engagement orienté vers le corps, l'art martial, la chanson, l'observation de la ritualisation et dans l'exécution des gestes. Même s'il est toujours impossible de répondre à la question de départ : « capoeira, art martial, danse ou lutte ? »...

Le fanzine *Muleque é tu!* peut être commandé à cette adresse : *chezrosi.wordpress.com/2016/03/15/capoeirazine*. L'illustration de cet article par Axel Claes est d'ailleurs extraite du premier numéro.

1. Le « mestre » (maitre) est la personne chargée d'enseigner le répertoire et de maintenir la cohésion du groupe tout en veillant au respect d'un code rituel.
2. *www.grupoorigensdacapoeira.com*
3. James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Éditions Amsterdam, 2008

Terrain de foot,

Au-delà des critiques (légitimes) faites à l'indécent foot business, reflet de l'ultracapitalisme de nos sociétés, il existe un aspect hautement politique dans la pratique et dans le spectacle du football. Toute une histoire et une actualité démontrent en effet que le foot populaire est un champ de bataille, un espace dans, avec et par lequel mener des luttes. Or, le rapport entretenu avec lui par les milieux militants de gauche est souvent ambivalent. L'idée n'est pas ici d'être pour ou contre le foot mais bien de voir comment il a accompagné et participé à des luttes sociales, politiques et cultuelles et comment il continue de le faire. Comment il peut s'articuler avec les mouvements sociaux et les luttes des dominés. De ses liens avec le mouvement ouvrier au foot féminin(iste) d'aujourd'hui, de ce qu'il dit de notre société néolibérale à ses capacités à fédérer et mobiliser, en passant par l'articulation entre supportérisme et activisme, qu'on aime ou non le regarder, le foot mérite toute notre attention.

Illustrations : Sylvie Bello — sylviebello.blogspot.com

terrain de luttes

MICKAËL CORREIA

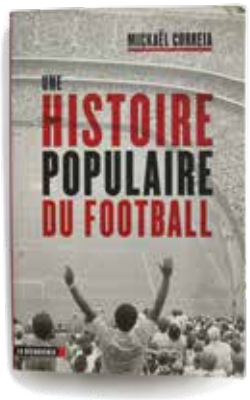
Une histoire du football par en *bas*

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER ET OLIVIER STARQUIT

Le journaliste indépendant français Mickaël Correia a signé une passionnante *Histoire populaire du football* qui redonne corps à l'autre histoire du football, celle qui n'est pas écrite par les institutions du foot-business comme la FIFA ou les fédérations nationales. Une histoire « par en bas » du football, à la fois dans sa pratique et dans le spectacle qu'il donne à voir. Le livre tente de dégager enjeux de luttes contenus dans ce qui constitue en réalité un véritable espace politique. Le football est en effet *aussi* un creuset des résistances face à l'ordre établi. Et une arme, en tout cas un instrument d'émancipation, pour tous les groupes sociaux qui ont été opprimés à travers l'histoire comme les ouvriers, les femmes, les colonisés…

Dans votre ouvrage vous montrez qu'à côté du foot business, différentes luttes sociales ou politiques se sont appuyées sur le football pour en faire un outil d'émancipation. Est-ce que vous pourriez évoquer quelques moments notables dans ce cheminement avec des luttes, des moments qu'il faudrait savoir cultiver dans une mémoire des gauches ?

Dès ses origines en fait… Le football vient d'un ensemble de jeux populaires que les classes dominantes anglaises se sont réappropriés et qui les ont standardisés, codifiés, *domestiqués* pour en faire un sport moderne au service du capitalisme industriel. C'était en effet un sport permettant d'inculquer des valeurs nécessaires au capitalisme conquérant : l'esprit d'obéissance, la division du travail, le juridisme ou l'esprit d'initiative. Il était conçu comme un sport extrêmement individualiste, essentiellement basé sur le dribble[1]. Le but pour les aristocrates, c'était alors de pouvoir mettre en avant sa virilité, l'honneur, l'exploit individuel… Mais dans l'Angleterre des années 1880, les ouvriers vont reprendre possession du foot et lui redonner un sens politique en pratiquant ce qu'on appelle le *passing game*, c'est-à-dire le jeu de passe. Un jeu qui incarne plutôt l'entraide et la solidarité et qui reflète la réalité sociale qu'ils vivent au sein des usines et de leurs communautés.



Dans mon livre, je raconte la finale de la coupe d'Angleterre de 1883, qui va voir s'affronter une équipe d'aristocrates anglais et une équipe d'ouvriers écossais. Ce jour-là, ce sont deux mondes totalement opposés qui s'affrontent sur le terrain. L'un avec un jeu très individualiste et l'autre avec un jeu très coopératif. C'est le jeu collectif qui l'emportera… C'est intéressant de voir comment un style de jeu, comment une pratique corporelle, peut avoir une dimension sociale et politique. Ce moment-là, c'est selon moi le premier jalon d'une histoire populaire du football. Ce « beau jeu », ce jeu constructif qui est plutôt offensif, ce *passing game* qu'inventent les ouvriers s'est particulièrement incarné par la suite dans l'équipe hongroise d'Après-guerre – on parlait même alors de « football socialiste ».

Au début du 20e siècle, le mouvement ouvrier se demande ce qu'il allait faire du football, pratiqué largement par les ouvriers mais le plus souvent dans le giron du patron ou celui de l'Église. Des débats houleux, notamment en France, opposent d'un côté tenants du boycott de ce sport qui efface les distinctions de classes et promeut certaines valeurs de compétition prohibées par le socialisme, et de l'autre, ceux qui pensent que le foot peut être une très belle école de la coopération et doit être développé au sein du mouvement ouvrier. En effet, il permet à l'individu de se mettre au service du collectif, promeut des valeurs de camaraderie et l'esprit d'équipe… Mais permet aussi de mettre en scène un autre imaginaire dans un stade ou au sein d'une équipe, à travers les maillots rouge et noir, le nom des clubs, les chants collectifs, etc. C'est un débat encore puissant aujourd'hui au sein des mouvements de gauche.

Vous montrez que le foot a participé au mouvement de décolonisation, comment se sont articulés ces deux phénomènes ?

Le foot a initialement été importé sur le continent africain colonisé comme une arme de « civilisation », c'est-à-dire dans le but de *discipliner* la population indigène. Par ailleurs, le cliché raciste de cette époque percevait les Noirs comme des gens physiquement faibles. La pratique d'un sport comme le football était donc autant pensée comme moyen de les rendre obéissants que productifs au travail. En 1946, en guise de remerciement aux territoires africains qui se sont rangés du côté de la France libre durant la Seconde Guerre mondiale, la métropole va leur accorder la liberté d'association. Les Africains en profitent pour monter leurs propres clubs de foot. Ces clubs vont devenir de grands foyers de contestation de l'ordre colonial. Déjà parce que c'était une manière de réaliser que si on pouvait s'autogouverner à l'échelle d'un club sportif, on pouvait tout aussi bien s'autogouverner à l'échelle d'un pays…

Et puis aussi parce que des clubs locaux commencent à battre des clubs blancs. Les gens commencent alors à se dire que s'ils pouvaient battre les Blancs, les colons, sur un terrain de foot, alors ils pouvaient les battre dans d'autres domaines…

En Algérie, le FLN, dont bon nombre de cadres étaient aussi des anciens cadres de clubs de football, décide en 1958 de créer l'équipe du FLN. Ils recrutent les meilleurs joueurs algériens du championnat français et constituent une grande équipe qui va devenir le porte-étendard des aspirations à l'indépendance de l'Algérie. Refaire de l'agitation politique en utilisant la dimension populaire du football a vraiment été un outil de propagande efficace et intelligent, à une époque où la lutte armée était compliquée à mener et commençait à s'embourber.

Est-ce que qu'il y a des processus similaires à l'œuvre aujourd'hui en Palestine ?

En Palestine, l'équipe nationale va d'abord servir de ciment social à l'identité palestinienne qui est extrêmement fragmentée entre Gazaouis et Palestiniens de Cisjordanie, réfugiés au Liban, en Jordanie, etc. Mais la constitution de cette équipe permet aussi et surtout de se revendiquer en tant qu'État à part entière sur la scène internationale. En reconnaissant en 1998 la Fédération palestinienne de football, la FIFA devient la première institution internationale à reconnaitre la Palestine en tant qu'État à part entière ! La Palestine a fait de la FIFA un nouveau front de lutte diplomatique. Ainsi, la Fédération palestinienne a par exemple déposé en 2016 une motion de censure contre des clubs de foot situés dans les colonies israéliennes de Cisjordanie, mais affiliées à la Fédération israélienne de football. Or, que ces colonies, illégales d'un point de vue du Droit international affilient leurs clubs à la Fédération israélienne est, selon la FIFA et selon le Droit international, interdit. À travers le football, les Palestiniens disposent donc d'un autre outil pour démontrer l'illégalité de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

« À travers le football, les Palestiniens disposent donc d'un autre outil pour démontrer l'illégalité de la colonisation israélienne en Cisjordanie. »

Et par ailleurs, on sait que le foot est un miroir grossissant de la société. En Palestine, il va montrer les effets de l'occupation en visibilisant les restrictions de mouvements que subissent tous les citoyen-nes palestinien-nes puisque le territoire palestinien est émaillé de checkpoints israéliens. Les footballeurs vont subir les restrictions de mouvements de façon très exacerbée puisque quand une équipe de Cisjordanie doit se déplacer pour un match à Gaza ou inversement, les autorités israéliennes – qui ont très bien compris la dimension populaire et cet aspect ciment social de l'identité palestinienne du foot – vont « s'amuser » à bloquer les joueurs palestiniens aux différents checkpoints afin d'empêcher que se déroule un vrai championnat palestinien. De même, lorsqu'il y a des formations étrangères qui viennent pour jouer contre la Palestine ou quand la Palestine doit jouer à l'extérieur, notamment pour les qualifications de la Coupe du monde, l'État israélien refuse régulièrement d'accorder des visas aux joueurs.

C'est peu connu mais les supporters les plus fervents de certaines équipes de foot, les « ultras », ont souvent été les fers de lance de luttes sociales et politiques de terrain. Comment le supportérisme s'articule-t-il avec l'activisme politique ?

Le mouvement ultra est né dans les années 70 en Italie et voit les pratiques des cortèges politiques, et notamment ceux de l'extrême gauche italienne, être importées dans les tribunes des stades. Et pour cause : à l'époque, ce sont les mêmes jeunes qui sont dans les cortèges et qui vont au stade. Ces pratiques propres au cortège politique vont donc infuser les mouvements ultras jusqu'à devenir des pratiques associées à eux : le fait d'arriver en cortège au stade, les fumigènes, la culture de l'anonymat, l'autonomie financière, l'indépendance vis-à-vis de l'autorité, etc.

Or, aujourd'hui, on assiste au mouvement inverse : certaines pratiques des stades sont en train d'être exportées dans la rue. Les meilleurs exemples, ce sont les Printemps arabes de 2011 et les mouvements sociaux en Turquie en 2013 où les supporters ont, en quelque sorte, *inculqué* au mouvement social des pratiques d'autodéfense face à la police. Mais aussi tout un imaginaire politique : slogans, chants, art de la raillerie et de l'insulte, ce dernier point étant un aspect très particulier de la culture ultra. Plus proche de nous, au cours du récent grand mouvement social en France du printemps 2018, on a pu remarquer les fréquentes utilisations de fumigène, les slogans largement empruntés à la culture footballistique (un des slogans phare des étudiants qui s'opposait à la sélection à l'université était même un clin d'œil à la Coupe du monde : « Contre toutes les sélections, sauf celles de Benzema »), la pratique du *clapping* (le fait de claquer ses mains en rythme) dans les manifs, un amphi occupé a même été renommé « Amphi Diego Maradona »… Tout cela est en train d'irriguer les mouvements sociaux.

L'autre point de jonction, c'est la question de la répression policière. Dès les années 90, en Europe, un vrai arsenal juridique a été mis en place pour cibler spécifiquement les supporters. Aujourd'hui, on peut remarquer que toutes les lois antiterroristes, toutes les lois quant au fichage généralisé de la population ont d'abord été testées sur

les supporters à partir du milieu des années 2000. Les supporters ont véritablement été les cobayes de ces nouvelles pratiques de répression policière et juridique (vidéosurveillance, fichage, mesures juridiques très particulières comme les interdictions de stade) qui sont actuellement appliquées aux mouvements sociaux, notamment le fichage des militant·es. Aujourd'hui, les activistes politiques regardent donc avec attention ce qui se passe dans les tribunes parce que ces dernières servent de laboratoire à la répression des mouvements sociaux avec à peu près 10 ans d'avance.

Les supporters semblent tenir un certain rôle politique, de revendication et d'action dans et par le foot qui historiquement était plutôt tenu par les joueurs. Aujourd'hui, ces joueurs semblent moins engagés politiquement… Pourquoi ?

Il existe toujours des joueurs engagés, mais ils sont beaucoup moins mis en avant. On peut notamment citer Deniz Naki, un joueur d'origine Kurde qui s'est fait expulser il y a quelques mois de la Fédération de football turc parce qu'il exprimait sa solidarité vis-à-vis du peuple kurde.

Mais pour répondre à cette question du footballeur engagé, je voudrais rappeler que les footballeurs professionnels ne sont jamais que le reflet de leurs temps, au même titre que d'autres acteurs culturels ou sociaux. Les premières grèves de footballeurs au début du 20e siècle à Manchester United (des joueurs ont créé un syndicat de footballeurs et voulaient rejoindre une grande centrale ouvrière, dans une sorte de convergence des luttes entre footballeurs et ouvriers), sont menées par des habitants de Manchester. Or, à cette époque, il faut se souvenir que la ville est une grande cité cotonnière industrielle, alors en pleine effervescence syndicale et politique. C'est donc tout naturellement que les footballeurs mancuniens, fortement imprégnés par cette ambiance, souhaitent créer un syndicat et pratiquent la grève.

Un autre exemple emblématique de joueur de football engagé, c'est Sócrates au Brésil, actif dans les années à la fin des années 70 et au début des années 80 contre la dictature, notamment au sein du mouvement et club autogéré de La Democracia corinthiana. Lui aussi est un homme de son temps car les jeunes Brésiliens et Brésiliennes de cette période nourrissaient de grandes aspirations démocratiques, savaient qui étaient Marx et Gramsci et étaient plutôt politisé·es à gauche voire à l'extrême gauche… Aujourd'hui, on est dans une grande phase de dépolitisation des individus et ça se retranscrit dans le foot, comme d'ailleurs dans d'autres pans de la culture de masse. Dans les années 70-80, beaucoup de chanteurs, groupe de musiques ou cinéastes étaient engagés politiquement. Aujourd'hui, on doit vraiment fouiller pour dire qui sont les chanteurs, groupes de musique ou grands cinéastes populaires qui sont engagés politiquement… La culture de masse est de plus en plus industrialisée et soumise à des logiques marchandes et elle écarte tout ce qui est un peu à la marge. Le football n'y échappe pas.

Est-ce qu'un évènement comme le boycott par l'équipe d'Argentine du match amical avec Israël qui était prévu le 9 juin 2018, soit peu de temps après les massacres de nombreux-ses Palestinien·nes à Gaza sous les balles israéliennes et l'inauguration de l'ambassade américaine à Jérusalem, constituerait un retour des joueurs qui s'engagent ? C'est un geste politique de la part des joueurs ?

Oui, pleinement. Il y a une vraie dimension politique. Et qui s'analyse dans le rapport de la Palestine avec le foot que j'évoquais précédemment. Beaucoup d'observateurs ont dit que ça pouvait inaugurer une fenêtre politique du même ordre en termes de boycott que celui de l'Afrique du Sud dans les années 70 et 80.

D'autant qu'il y avait un autre enjeu sous-jacent à ce match. Car Lionel Messi, la figure de proue de l'équipe argentine, joue également au FC Barcelone. Or, il faut savoir que c'est le club étranger le plus populaire de Palestine. Et pour cause, c'est un club porteur de revendications politiques, qui a été antifranquiste durant les années 60-70 et a soutenu le référendum en Catalogne récemment. Il se positionne donc régulièrement contre l'État central espagnol répressif et défend l'identité d'un peuple catalan écrasé depuis longtemps, et qu'on voudrait diluer dans une autre identité… Tout cela fait écho en Palestine avec leurs propres luttes en tant que peuple palestinien sous le joug colonial. Il était donc assez inconcevable pour eux que Messi, une de leurs idoles, puisse jouer ce match Israël-Argentine.

> « Certaines pratiques des stades sont en train d'être exportées dans la rue. »

Le FC Barcelone est d'ailleurs un exemple de la dialectique footballistique que vous notez dans votre livre…

Oui, toute la contradiction du foot se résume bien dans cette équipe-là. C'est le pire porte-drapeau du foot business aujourd'hui mais c'est *aussi* l'étendard des revendications politiques du peuple catalan et palestinien. C'est une contradiction qui est très intéressante et qui est très propre au football. Tout mon livre, ce n'est en fait que ça : l'articulation entre culture de masse et culture populaire, c'est quoi cette dialectique permanente ? Dans le foot, on est face à des phénomènes d'accaparement – réappropriation permanents. C'est un moteur de l'histoire intéressant.

La Coupe du Monde est un autre exemple de « disneylandisation » du spectacle footballistique et qui montre là-encore qu'il n'y a pas le foot business d'un côté et le foot populaire de l'autre, que ce sont deux sphères articulées et dont les frontières sont totalement poreuses. Effectivement, la Coupe du monde active des espaces dégueulasses et marchands au possible et dans lesquels on peut aussi voir des postures surjouées d'un chauvinisme complètement absurde. Mais il se joue également à l'occasion de ce Mondial un aspect populaire et en dehors de l'espace marchand assez insolite par les temps qu'on vit… Ce truc assez fou et magique où on se réapproprie les rues de nos villes, où le temps s'arrête, y compris dans le monde du travail (tout le monde regarde le foot sur son ordinateur de façon plus ou moins discrète au sein des entreprises)… Et où tout le monde se parle facilement, le dialogue avec l'autre étant rendu assez simple parce qu'on partage un moment. Or, quand on y pense, il n'y a pas tant de grandes festivités populaires que ça qu'on puisse partager aujourd'hui.

Mickaël Correia
Une histoire populaire du football
La Découverte, 2018

Votre livre se clôture par l'évocation du foot dans les quartiers populaires. Qu'est-ce qu'il représente pour ses habitants ?

L'âme populaire du foot aujourd'hui, le vrai football hors institution et hors logique marchande, c'est le foot de rue. Il se pratique énormément dans les quartiers populaires, les banlieues, les cités où règne une vraie ferveur footballistique. Ce qui se retranscrit d'ailleurs aujourd'hui dans le recrutement des joueurs. Ainsi, la banlieue parisienne est reconnue dans le monde entier comme vivier de footballeurs professionnels et a donné parmi les plus grands joueurs internationaux du moment : Pogba, Dembélé, Mbappé… Ils ont tous appris le football dans la rue. Dans le foot de rue, la logique est renversée : ce n'est plus l'individu qui est au service du collectif, mais c'est le collectif qui est au service de l'individu. Car dans ces banlieues, les jeunes sont sans cesse invisibilisés, n'ont pas accès au média, à l'éducation, à l'emploi, reçoivent l'injonction de faire profil bas, de ne pas trop s'élever. On les met dans une espèce de case, « jeunes de banlieue » si pas « racailles ». Ainsi, le football va être l'un des rares espaces où on peut vraiment exister en tant qu'individu à part entière et ne pas être noyé dans la masse indistincte de ces étiquettes. « Au moins sur le terrain je peux exister » peuvent se dire ces jeunes.

Ce foot de rue est extrêmement technique et esthétique. Les parties ont pour but de mettre en avant la qualité technique ou la virtuosité de ce jeu et de se valoriser. Il faut noter qu'il s'agit d'un jeu complètement hors-norme vis-à-vis des institutions, avec beaucoup de gestes purement esthétiques, mais qui ne sont pas du tout *rentables*. Des gestes qui ne servent à rien sur le terrain (c'est-à-dire qui ne servent pas à marquer des buts), sinon à se faire plaisir et faire plaisir au public. Bref, un jeu qui rentre en contradiction avec les logiques très productivistes du football professionnel d'aujourd'hui. Ce « beau geste », très virtuose techniquement, se retrouve également dans le foot brésilien, lui aussi né et pratiqué dans la rue.

Quelles seraient des pistes d'alternatives qui permettent potentiellement de changer la face du foot business actuel ?

Je pense qu'aujourd'hui, le supporter est une des figures qui incarne le mieux cette opposition et l'alternative au foot marchand. Il existe toute une dynamique de coopérative de supporters née en Angleterre à la fin des années 1980, au moment où on assistait à l'hyperlibéralisation du foot. C'est un mouvement qui prend de l'ampleur aujourd'hui : il y a déjà une trentaine de clubs en Angleterre qui appartiennent tout ou partie à des collectifs de supporters. Ça se développe également en Irlande, en Écosse, en Espagne, en France ou en Italie. Se développe aussi l'actionnariat populaire où chacun va cotiser de l'argent dans un pot commun dans le but de racheter une part du club et ainsi avoir voix au chapitre.

Et puis, on peut aussi se projeter au-delà de notre regard européanocentré et observer les footballs hors institutions tel qu'ils se pratiquent au Brésil ou en Afrique. Dans une équipe talentueuse comme celle du Sénégal, il faut savoir que les trois quarts des joueurs viennent du football de rue et d'un championnat amateur et populaire qu'on appelle les Navétanes. C'est vraiment un football autogéré par les quartiers populaires. Il y a donc encore un grand espoir par rapport à ça, que sur ces deux continents-là, le football reste en marge et que l'institution n'arrive pas à avoir prise sur lui…

1. Dribble : fait pour un joueur-se de se déplacer sur le terrain avec la balle en évitant que les joueurs-euses adverses ne s'en emparent. Cette action s'oppose à la passe (envoyer le ballon à un coéquipier).

Ultras,
les autres protagonistes du football

Dans son ouvrage fascinant *Ultras, les autres protagonistes du football*, Sébastien Louis, ancien membre du Commando Ultra à Marseille, s'est penché sur les ultras – la frange la plus passionnée, organisée, investie et jusqu'au-boutiste des supporters d'une équipe de foot qui occupent les tribunes et donnent à voir un spectacle coloré pendant les matchs. S'y intéressant au cours de ses études d'histoire pour ne plus jamais les lâcher par la suite, il nous livre une somme retraçant les évolutions de ce mouvement, notamment ses liens avec l'histoire italienne et celle de la jeunesse occidentale. Ce qui permet de clarifier quelques zones d'ombre et de nuancer quelques idées reçues. Comme par exemple, l'idée selon laquelle les ultras seraient tous des hooligans, c'est-à-dire des voyous sans cause, profitant de matchs pour faire le coup de poing.

PAR OLIVIER STARQUIT

Sébastien Louis retrace l'apparition des ultras en soulignant que c'est dans les années 1960 que les ultras (le «s» permettant de les distinguer des mouvements politiques) vont supplanter les *tifosis*, le nom donné aux supporters en Italie.[1] Les premiers ultras auraient occupé le virage sud du stade de la Sampdoria de Gênes en 1970.

LA CULTURE ULTRA, FESTIVE, POTACHE ET CARNAVALESQUE

Les ultras, supporters passionnés, profitant du développement du capitalisme et du partage des richesses, vont investir les stades et plus précisément les virages[2] pour y développer leur répertoire d'action. Le virage devient le territoire des supporters unis par la même passion. Si la Grande-Bretagne se caractérise par le chant choral d'hymnes vantant les mérites de leur équipe, les ultras italiens vont eux développer les chorégraphies de masse et emprunter aux Argentins les *papelitos*, c'est-à-dire le déploiement de nombreux petits bouts de papiers comme animation. Les autres outils pour manifester leur ferveur vont du couvercle de casserole aux klaxons en passant par les drapeaux, tambours, slogans et grosses caisses. La banderole déployée et accrochée aux grilles sert de point de ralliement. Et le pire affront qu'un groupe d'ultras puisse subir est le vol de cette bannière. L'exposition de l'enseigne volée renversée constituant l'affront suprême.

Les ultras sont un groupement extrêmement coordonné dirigé par un *capo* et avec des responsables de chant qui tournent le dos au terrain. Pour les Ultras, transgresser les règles est fondamental. Comme au carnaval, le match de football est l'occasion d'une inversion des rôles sociaux et en plus du match sur le terrain, un autre match se déroule dans les tribunes entre groupes ultras rivaux. L'enjeu est de remporter une victoire symbolique pour conquérir l'hégémonie sur la bande adverse, grâce à la qualité des tifos[3], à la force des chants et parfois aussi à la violence. Cette dernière servant souvent d'ascenseur social pour grimper dans la hiérarchie des Ultras. Paradoxalement, cette violence est encouragée par la sécurisation des stades : c'est le «syndrome de la piste cyclable» : se sachant protégé, l'ultra redouble d'ardeur et de violence pour provoquer l'adversaire.

Les rapports avec la direction des clubs sont ambigus : «*même si les dirigeants critiquent les cas de violence et réfutent les accusations de collaboration, ils apportent la plupart du temps un soutien de facto à leurs supporters les plus excessifs*»[4], notamment en fermant les yeux sur certains débordements et en leur donnant des billets gratuits permettant ainsi le financement des activités.

Le mouvement des ultras va connaitre une expansion européenne. En Belgique ce n'est pas par hasard que des groupes ultras se sont créés d'abord à Liège, puis, à Charleroi, Genk et La Louvière, c'est-à-dire des villes minières où la population d'origine italienne est fort présente.

Sébastien Louis
Ultras les autres protagonistes du football
Éditions Mare & Martin, 2018

LES ULTRAS, TOUS DES FACHOS ?

Dans les années 1970, l'imaginaire d'extrême gauche est fortement présent. «*Les ultras reprennent les codes politiques d'extrême gauche et les mettent au service de leur cause : leur club ! (...) ils se nomment les Eagles, supporters à la Lazio de Rome, les Ultras Fighters de Sienna (...) ou encore* Settembre Rossonere *pour l'AC Milan (nom inspiré par le conflit appelé Septembre noir opposant la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat en septembre 1970).*»[5] Cela se manifeste donc par la sémantique : dénominations militaires comme la *Brigate Rossonere* pour l'AC Milan par analogie avec les Brigades rouges mais aussi par le look (béret), les slogans, les techniques d'animation (cortège, tambours).

Avec la chute du mur de Berlin, cette effervescence politique va s'estomper pour donner lieu à une vague plus hédoniste et consumériste et ensuite voir une recrudescence des postures d'extrême droite dans les années 1990 dans la péninsule. Des subterfuges à la croix gammée comme les chiffres «88» pour «HH» (c'est-à-dire «Heil Hitler») ou «18» pour AH (Adolf Hitler) vont proliférer et la violence va gangréner les stades. Puis, suivant en cela l'évolution des sociétés occidentales, une certaine dépolitisation va se manifester dans les rangs ultras.

La répression étatique et policière va faire des stades un laboratoire de la répression et de la mise en œuvre de mesures liberticides : militarisation progressive des stades, grille, fossé ou pose de cages de plexiglas, interdiction de vente de billets par bloc, interdiction de stade (pour cinq ans !), introduction de la vidéosurveillance, escorte des supporters ou, pour le dire autrement, entrave à la liberté de mouvement, prohibition des banderoles (donc atteinte à la liberté d'expression), présence de milliers de forces de l'ordre lors de chaque match, contrôle d'identité et fouille à l'entrée : le supporter devient un délinquant subversif potentiel.

Si nous quittons l'Italie, Mickaël Correia, l'auteur de *Une histoire populaire du football* fait observer que les ultras «*ont été les premiers à contester les interventions du régime, les interventions armées de la police au moment des printemps arabes. Notamment en Égypte où le premier slogan anti-Moubarak va être entendu dans un stade (...) Ils vont apporter leur savoir-faire à l'ensemble du mouvement social égyptien. Lors de l'occupation de la place Tahrir, ce sont eux qui vont la défendre face à l'armée*».[6]

LA MARCHANDISATION ET LA GENTRIFICATION POUR SE DÉBARRASSER DES ULTRAS

L'organisation de la Coupe du monde de 1990 en Italie va entrainer la construction de nouveaux stades sous la forme de partenariats public-privé. Un phénomène qui vise aussi à remplacer les supporters par des *clients* et ainsi à évincer les ultras. Ce phénomène de marchandisation du foot et de gentrification des stades se

SANKT PAULI, LE CLUB MILITANT AUX SUPPORTERS ENGAGÉS

«*No place for homophobia, fascism, sexism, racism*», voici ce qu'on peut lire en lettres rouges et noires sur la tribune centrale du Millerntor, le stade du FC Sankt Pauli de Hambourg tandis que les tribunes latérales affichent «*Pas de football pour les fascistes*» ou encore «*Aucun être humain n'est illégal*». Arborant une tête de mort pirate comme emblème, ce club allemand de division deux aux résultats sportifs modestes revendique pourtant 11 millions de fans de par le monde ! Des supporters attirés par les valeurs militantes antiracistes du club (tout supporter proférant des propos racistes est en effet expulsé), ses engagements altermondialistes, féministes, écologistes, LGBTI, ainsi que son opposition au foot business. Confrontés à la gentrification du quartier populaire où est ancré le club et à une gestion marchande de celui-ci, les supporters acharnés fondent les ultras Sankt Pauli en 2002. Ils se positionnent comme les gardiens de l'identité antifasciste du club et initient le réseau Alerta Network, un réseau international d'Ultras antifascistes. Le club héberge aussi le FC Lampedusa, un club de réfugiés entrainé par des joueuses de FC Sankt Pauli et qui joue maintenant en football amateur. Un bel exemple d'intersectionnalité ! (OS)

produit au cours des années 1990 dans toute l'Europe. À titre d'exemple, au sein du Kop[7] de Liverpool, le nombre de places de la tribune réservées aux supporters passe de 28.000 places assises à seulement 12.409 en 1994. Et le prix des abonnements pour les saisons des clubs s'envole partout[8]. Résultat des courses en Italie : classe populaire et petite bourgeoisie[9] ne vont plus se déplacer et les stades se vident.

Un phénomène également amplifié par la surenchère des droits télévisuels et la diffusion de matchs de football pratiquement tous les jours de la semaine (ce que l'on appelle l'échelonnement du calendrier) : avec ces rentrées financières, les spectateurs se muent en un simple public d'ornementation. L'Italie fait très fort en matière de mise en scène et de choix strictement financiers puisque la Supercoupe italienne (la rencontre qui oppose le champion au vainqueur de la coupe de l'édition précédente et qui ouvre généralement la nouvelle saison) s'est déjà délocalisée à Tripoli (pour faire plaisir à Kadhafi dont le fils jouait en Italie…), à New York, à Pékin, Doha ou encore Shanghaï…

Face à cette marchandisation du foot, les ultras italiens, en véritable syndicalistes du foot, vont s'opposer au système des joueurs mercenaires, à l'échelonnement du calendrier et tenter de peser pour un retour à une numérotation classique des joueurs (soit de 1 à 11 en fonction des places occupées sur le terrain). Car depuis le début de son existence, le mouvement des ultras veut prendre fait et cause pour un football authentique, passionné et sincère, et ce mouvement se caractérise par une dimension créatrice, du lien social et un esprit de solidarité. Le livre de Sébastien Louis démontre de manière fouillée que la «*culture populaire ultra incarne aujourd'hui encore une contre-société reposant sur une autre logique que l'intérêt économique.*»[10] L'ouvrage de Sébastien Louis est passionnant et va à l'encontre de quelques idées reçues en apportant de la nuance et de la profondeur sur un mouvement souvent peu connu et peu compris.

1. Il est intéressant de noter que ce nom de *tifosi* est en rapport direct avec la maladie le typhus qui se manifeste par un état cyclique allant de la stupeur à un délire de propos incohérents…
2. Virages : zones des gradins des stades situées au niveau des virages des pistes de vélo entourant le terrain de football dans les stades mixtes vélodrome-football et donc à proximité des cages. Le terme subsistant même s'il n'y a pas de pistes cyclables dans tous les stades de foot. Traditionnellement, c'est l'emplacement des supporters les plus jeunes et les plus actifs en raison du faible coût des places.
3. Tifo : animation visuelle organisée par les supporters, souvent avant le début du match.
4. p. 113
5. Alidovitch, «Ultras, une contre-société dans les tribunes des stades de football», Le *Comptoir*, 09/02/2018.
6. Mickael Correia, «Sport de résistance», entretien avec Julien Rebucci, in *Les Inrocks*, Hors-série, juin 2018, p.52.
7. Nom de la tribune derrière le but où se rassemblent les supporters liverpudliens.
8. Pour la saison 2017-2018, l'abonnement le moins onéreux s'élevait à 597 euros à Manchester United, 255 euros pour le Real Madrid et 150 euros au Standard de Liège. Source : *www.bbc.com/sport/football/41482931*
9. Plutôt que le terme de «classes moyennes», un concept fourre-tout à éviter.
10. Alidovitch, *Idem*

« Red or Dead ! »

Développer la lutte des classes dans le stade

L'exemple des actions et des motivations des « Ultras Inferno », groupe ultra soutenant le club du Standard de Liège, nous éclaire sur leur rôle politique – souvent négligé – et la lutte des classes qui se déroule au sein des stades.

PAR JULIEN DOHET ET OLIVIER STARQUIT

Tous deux supporters du Standard et membres des Ultras Inferno, nous n'avons pas la prétention de parler en leur nom.

Fondés en 1996, les « Ultras Inferno du Standard » (UI96) occupent la tribune trois (T3) du stade de Sclessin, aussi appelée la « tribune Terril ». Pour l'historien Sébastien Louis[1], les ultras se comportent souvent en « syndicalistes des stades ». De fait, si nous revenons brièvement sur la période 2011-2015 au cours de laquelle Roland Duchatelet a été président du club avec comme seule optique de juteux bénéfices, les Ultras Inferno ont emprunté le répertoire d'action des syndicats plus souvent qu'à leur tour (manifs, grève des chants, arrivée en retard volontaire lors des matchs).

LES ULTRAS ET LES LUTTES POLITIQUES

La dimension politique est très présente chez les Ultras Inferno qui font partie du réseau antifasciste Alerta. Et de fait, il n'est pas rare de voir en T3 surgir des drapeaux et des portraits de Che Guevara, des croix gammées barrées, ainsi que des tifos contre le racisme. Cette conscientisation antifasciste ne se limite pas à l'enceinte du stade. Des membres des UI96 sont en effet présents dans les manifestations contre l'extrême droite ou l'existence d'un centre fermé sur les hauteurs de Liège. Mais ils sont également là en soutien aux sans-papiers ou encore aux manifestations contre la fermeture des hauts-fourneaux. Enfin, les UI96 organisent aussi régulièrement des récoltes de vivres pour les Restos du cœur.

ASEPTISER LA FERVEUR

Les messages inscrits sur des banderoles géantes des tifos entrainent régulièrement des polémiques médiatiques comme en janvier 2015, avec le « Red or dead » montrant la décapitation de Steven Defour (joueur qui était passé du Standard au club d'Anderlecht, l'éternel rival). Elle avait été prise au premier degré par certains analystes ignorant tout de la pratique de la surenchère verbale entre rivaux et la référence au slogan humoristico-politique de Bill Shankly, entraineur légendaire du Liverpool F.C[2]

Les relations entre la direction et les ultras illustrent la tension existante entre la volonté d'aseptisation du football (en faire un spectacle qu'on consomme) et celle des supporters qui veulent en être acteurs à part entière. En effet, les Ultras et leurs tifos « assurent l'ambiance », attirant des spectateurs et suscitant l'intérêt pour le club. S'ils sont dénoncés officiellement par la direction, cette dernière les voit pourtant d'un bon œil, car ils *font parler* du Standard. Mais aussi, car lorsque la pacification est poussée à son paroxysme, tout le monde s'ennuie…

CONTRE LA GENTRIFICATION ET LE CONTRÔLE

Le stade de Sclessin n'échappe pas aux mesures liberticides mises en œuvre partout en Europe : billets nominatifs, fragmentation de l'accès, scission stricte entre supporters, déploiement du matériel policier au grand complet, présence de policiers en civil…

La fouille préalable à l'accès au stade est cependant encore accomplie par des stewards, supporters du club, et non par une multinationale de la sécurité. Par ailleurs, les activités développées à l'intérieur reflètent également le débat transversal relatif à l'occupation de l'espace public (par exemple avec la piétonnisation des centres-ville) : qu'y tolère-t-on et comment réagir à la pression exercée pour aseptiser les lieux ? Ainsi en est-il de la question des boissons alcoolisées dont la délivrance est parfois mise en question dans les bars des tribunes… mais jamais dans les loges ! Ou de l'usage des fumigènes, éléments de la culture populaire interdits en 1998.

Grâce aux différents groupes de supporters, dont les UI96, l'accès au stade de Liège reste abordable, comparé au prix vertigineux des abonnements d'autres clubs européens qui voient leurs enceintes désertées par les classes populaires. Ils empêchent aussi la pratique du « naming » (le fait de remplacer le nom d'un stade par celui d'un produit ou une marque qui finance en contrepartie le club).

ENSEMBLE…

Le chant des Ultras inferno « Ensemble, nous sommes invincibles, unis par la même passion » fait en quelque sorte écho au « Ensemble, on est plus forts » de la FGTB. En recourant au répertoire d'actions syndicales, les ultras, ceux de Liège comme ceux d'ailleurs qui sont engagés à gauche, semblent d'ailleurs poser au monde militant la question suivante : pourquoi le syndicat ne s'inspirerait-il pas de leurs actions et outils, développés au stade, dans ses propres luttes ?

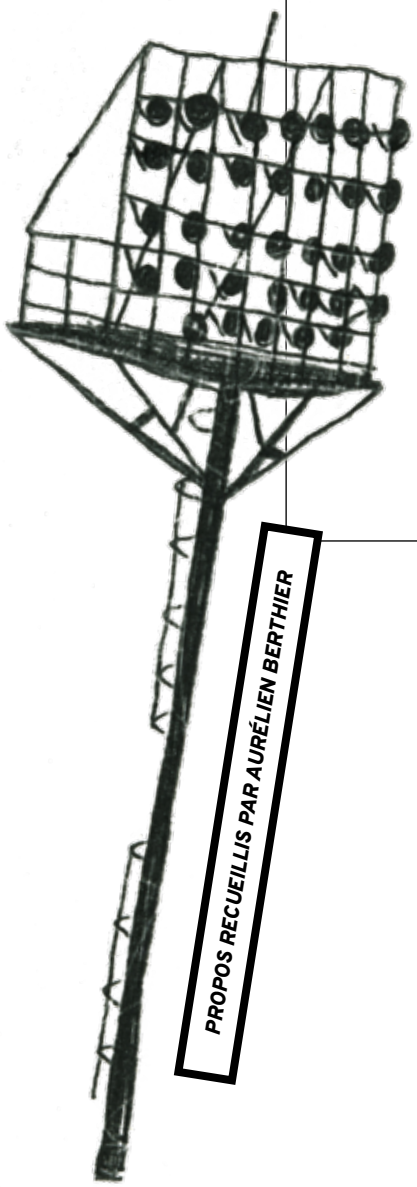
Une version plus développée de cet article est consultable sur *www.agirparlaculture.be*

1. Dans son livre *Ultras, les autres protagonistes du football*, voir pages 19–21 de ce numéro.
2. « Red or dead » est autant un détournement du slogan maccarthyste anticommuniste *« better dead than red »* qu'une référence à la couleur rouge de ce club ouvrier.

JEAN-MICHEL DE WAELE

Le foot, miroir social et levier politique

Jean-Michel De Waele est professeur en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles. Il a été l'un des premiers universitaires à considérer le football comme un thème de recherche pertinent. Il a longtemps constaté un certain mépris de la part de ses pairs quant à cet objet d'étude jugé « trop populaire » et pour lequel il était de bon ton de lancer des jugements définitifs. Y compris à gauche. Petit tour d'horizon de quelques poncifs relatifs au foot et de sa délicate relation avec les milieux intellectuels de gauche qui délaissent souvent un formidable levier pourtant utile pour (re)prendre contact avec la population et dialoguer avec elle.



PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Le dernier Mondial a montré un certain chauvinisme en Belgique qui a accompagné l'avancée de l'équipe belge dans la compétition. Cela repose la question : les compétitions de football rendent-elles les individus plus nationalistes ?

Tout le monde surinvestit le football de qualités dans un sens comme dans l'autre. Il est censé être la cause du racisme, du fascisme, de l'homophobie, du nationalisme… Ou à l'inverse, il serait la réponse à tous les problèmes de la société : le foot va lutter contre le racisme, rapprocher les peuples, il faut faire du foot en prison, dans les banlieues… On a donc deux caricatures qui se répondent : soit la dénonciation tous azimuts du football, qui est paré de tout ce qui ne va pas dans nos sociétés, soit voir dans ce sport tout un ensemble de vertus thérapeutiques pour la société. Ce n'est évidemment ni l'un ni l'autre. Le sport n'est qu'un

miroir déformant de notre société : il nous dit quelque chose, il peut rendre visible, ralentir, accélérer un certain nombre de tendances ou phénomènes, mais ce n'est pas lui qui les crée. Ce n'est donc pas le football qui va créer une identité nationale belge, ni créer du chauvinisme ou du racisme. Ainsi, si on constate que s'exprime parfois un certain racisme des supporters avec le rejet de joueurs étrangers, il est à mettre en relation avec le racisme ordinaire de nos sociétés, tout aussi important.

« Le sport n'est qu'un miroir déformant de notre société : il nous dit quelque chose, il peut rendre visible, ralentir, accélérer un certain nombre de tendances ou phénomènes, mais ce n'est pas lui qui les crée. »

Alors, est-ce que les compétitions rendent plus nationalistes ? Dans un sens oui. Mais ce n'est pas que la question de la nation : elles peuvent rendre plus Saint-Gillois, plus Anderlechtois, plus Brugeois, plus Flamand, plus Wallon, plus Belge, certainement… Dans le même temps, le football est nettement moins local et nettement moins national qu'il y a 30 ans. Aujourd'hui, on n'est plus seulement supporter du club de la ville près de laquelle on habite, on s'intéresse aussi à des compétitions qui ont eu lieu à l'étranger et on est aussi supporter de la Juventus, du Real Madrid ou du PSG. On constate donc aujourd'hui un attachement local plus important parce qu'il y a la globalisation et qu'on perd tous ses repères identitaires. Et les équipes de foot, parce que c'est un sport collectif, permettent très bien un rattachement local ou à la nation. Mais tout ça se projette dans un cadre terriblement international. Pour le citoyen lambda, c'est quand même un des moments où il est le plus connecté au monde… Donc à la fois oui, on soutient la Belgique contre la France, on peut s'énerver, on peut se disputer avec ses amis français, bien sûr, mais dans un cadre internationaliste que la compétition crée où on peut tout autant se prendre de sympathie pour l'équipe camerounaise ou pour un joueur serbe…

La critique de gauche associe souvent le foot à une dimension type « le pain et les jeux », comme un instrument qui vise à faire oublier les conditions matérielles de vie et les revendications politiques aux « masses »…

Oui, le stade, c'est un endroit où les gens peuvent aller chanter, aller danser et qui possède tout un aspect communautaire. C'est une sorte de carnaval avec tout le côté exécutoire que ça suppose. Est-ce qu'on est contre les exécutoires ? Qu'est-ce qu'on veut, une société lissée et policée ? Évidemment que le foot, c'est un dérivatif. Mais d'une part, je ne pense pas que si on avait supprimé le football, la révolution se serait produite… Et d'autre part, je trouve ça un peu méprisant. Je ne me permettrais pas moi d'estimer que la danse – qui ne m'intéresse pas – est une distraction qui nous détourne des combats politiques… Cette critique d'une gauche très élitiste, qui a eu souvent pignon sur rue, y compris dans les universités discrédite systématiquement ce qui est d'essence populaire et semble dire que finalement, ce qui est bien, c'est la culture bourgeoise des élites. Du reste, le football n'a jamais empêché les contestations sociales, au contraire même ! Dans bien des cas, il les a même accompagnées…

On entend aussi fréquemment que le foot, « ce sont des prolétaires qui s'ébahissent en regardant jouer des millionnaires »…

Ce qui est étonnant dans cette critique, c'est qu'on se polarise uniquement sur le dessus de la pyramide. Quand ces critiques parlent « du foot », ils parlent en réalité uniquement de 1 % des joueurs et du foot fric qui évidemment est une vraie plaie. C'est comme si, pour parler de notre société, on évoquait uniquement le 1 % des ultra-riches qui est en haut. Or, le football, c'est d'abord celui qui est joué dans la rue, dans la cour de récréation, dans les parcs, ce sont les matchs entre copains, c'est tout ce foot de village avec des arbitres bénévoles, c'est le plus grand organisateur de manifestations associatives en Belgique et en Europe… Qu'est-ce que tout ça a à voir avec les millionnaires ? Il faut d'ailleurs souligner que ces « millionnaires » ne représentent vraiment qu'une très forte minorité des footballeurs professionnels de première et de deuxième division en Europe. La majeure partie d'entre eux connaissent un destin social incertain et vivent dans des conditions précaires.

« Je ne pense pas que si on avait supprimé le football, la révolution se serait produite… »

Rappelons aussi que le football, né dans les collèges huppés anglais au 19e siècle mais récupéré par la classe ouvrière, est devenu en Europe, que ça plaise ou non à mes amis de gauche, le sport emblématique de la classe ouvrière ! Même si aujourd'hui, les taux d'écoute des matchs retransmis à la télévision sont tellement massifs qu'il est impossible de dire que seule la classe ouvrière le regardent. Le football est devenu tout public et intéresse toutes les classes sociales.

Comment fait-on pour concilier son éventuel amour du jeu et ses valeurs politiques avec les excès du foot business ?

C'est une de nos terribles contradictions : en tant que supporter, à la fois on n'aime pas du tout ce foot fric, et à la fois tout en étant conscients de ça, on ne peut pas s'empêcher de regarder. Je pense que le football fonctionne parce qu'il nous dit des choses sur nos vies quotidiennes et sur le rapport des citoyens à l'inégalité. Le football, encore une fois, joue comme miroir social. Il montre bien les difficultés de mobilisation actuelles. Pourquoi voudrait-on que les supporters aient plus de conscience politique et sortent mieux que les autres de l'apathie générale qui touche toute la population (y compris mon université) ? Les supporters sont conscients que tout ce pognon et ce mode de fonctionnement, c'est absolument inacceptable, mais qu'est-ce qu'ils font ? Cela illustre plus généralement les difficultés à organiser toute contestation.

Pourquoi demander au football d'être plus parfait que la société dans laquelle il prend place ? Pourquoi voudrait-on que le foot échappe à des mouvements de fond qui nous touchent tous ? On vit dans une société pourrie par le néolibéralisme… Le football a un tel succès aujourd'hui notamment parce qu'il correspond aux règles du néolibéralisme : l'excellence en permanence, la modélisation mathématique de tout (le nombre de fois où tel joueur a tapé du pied gauche ou du pied droit), le classement omniprésent (le meilleur buteur, le meilleur passeur etc.). Tout le monde sur le terrain est classé, auditionné, *évalué* en permanence. Joueurs et entraineurs sont jetés à la poubelle en moins de deux en fonction de leurs résultats… Et ça touche l'ensemble du foot, pas seulement les stars. La deuxième, la troisième division jusque dans le foot amateur… C'est l'idéologie du fric, c'est la bataille culturelle qu'on a perdue par ailleurs…

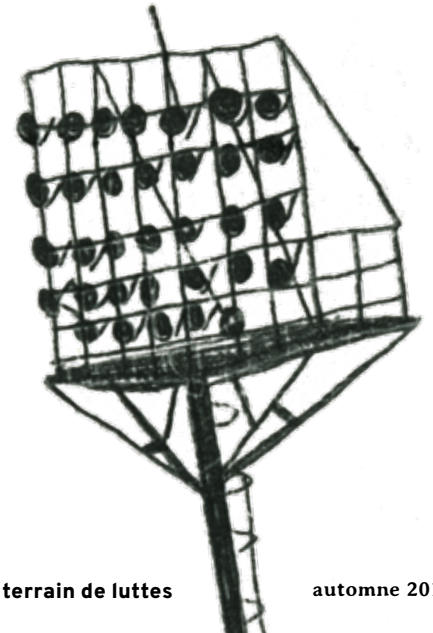
Quel est votre jugement sur l'attitude de la gauche vis-à-vis du football ?

Je pense que la gauche a un vrai problème. C'est très étonnant combien la gauche a eu ou devrait-on plutôt dire combien une série d'intellectuels de gauche (parce que les électeurs de gauche s'intéressent eux au sport et au football) ont eu un problème vis-à-vis du football en particulier et du sport en général. Est-ce que c'est parce que c'est une compétition où tout le monde part à zéro (par un 0-0) et où est possible que le petit gagne ? Ce qui va à rebours d'une analyse marxiste où il y a des gagnants et des perdants, des exploiteurs et des exploités… Est-ce que c'est une raison que l'on se donne pour expliquer notre propre défaite culturelle, celle que pendant longtemps on a mise sur le dos de la religion ? Un « opium du peuple » vite asséné en remplaçant un autre ? Disons que c'est dur de penser ce football globalisé qui est quelque chose d'assez neuf. C'est toujours difficile pour la gauche de penser des phénomènes nouveaux, on est souvent frileux ou dans le fantasme comme on l'a été avec internet par exemple. Une frilosité renforcée par l'accumulation de défaites idéologiques qui fait qu'on se renferme sur nos certitudes.

Alors, je veux bien qu'on critique le foot – qui mérite vraiment d'être régulé – comme on a critiqué la télévision, internet, les réseaux sociaux etc. mais je crois qu'on oublie qu'on peut *aussi* s'en servir, qu'ils peuvent *aussi* constituer des outils. Car le foot touche l'ensemble de la population. On peut tous lire les blogs que l'on veut, on peut être abonné à *Mediapart* ou à *Agir par la culture*, ce n'est jamais que nous qui lisons ça… Alors plutôt que d'être dans la condamnation en bloc et tenir un discours type « bande de crétins, c'est l'opium du peuple, vous êtes des pauvres qui regardez des riches, c'est un grand complot du capitalisme pour vous endormir », ce serait peut-être plus utile d'essayer de soutenir des micro-initiatives qui inventent un autre football, de voir comment on peut sauver le football de village, de voir comment on peut réguler le foot fric mais aussi de voir le foot comme un levier et un porte-voix. Il faut refaire de la politique, sur le terrain. C'est ce que la gauche nous a enseigné depuis le 19e siècle. Qu'est-ce qu'on croit, que les maisons du peuple, c'était le summum de la culture savante ? *[rires]* Il faut donc y aller si on veut se rendre compte de ce que vit, pense, dit une partie de la population et comment elle réfléchit. Bref, sortir des espaces d'entre-soi habituels de la gauche.

« Pourquoi voudrait-on que les supporters aient plus de conscience politique et sortent mieux que les autres de l'apathie générale qui touche toute la population ? »

Dernier livre paru :
Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires (Avec Frédéric Louault)
ULB, 2016



Football féminin, reprises de volée sexistes et passements de genres

PAR VALENTINE BONOMO

Le football fait encore partie de ces sports considérés comme masculin. Et pourtant. Non seulement les femmes jouent au foot, mais de plus en plus de femmes jouent au foot et s'en réapproprient les codes. Bousculant les habitudes, le terrain devient aussi, et quelques fois malgré les joueuses, un espace de définition de ce que c'est que la féminité. Souvent loin des considérations féministes mais jamais très distant des dérives sexistes, l'existence du football féminin suffit-elle à remettre en question nos normes de genre ?

Quand les premières équipes de femmes se forment en Europe au tournant du 20e siècle, des voix masculines s'élèvent très vite contre ce qui est perçu comme une dépravation, une exhibition grotesque du corps féminin, et une mise en danger du rôle qui leur est exclusivement réservé, la reproduction. Sous des prétextes moraux et pseudo-médicaux, le football féminin est presque partout condamné, voire parfaitement interdit. Ce n'est qu'à la fin des années 60 que les clubs fleuriront à nouveau à travers l'Europe. La FIFA organisera la première Coupe du monde féminine officielle en 1991 seulement.

Aujourd'hui, si le football féminin manque cruellement de visibilité, il existe bel et bien. En 2017, une enquête de la FIFA[1] recensait plus de 30 millions de joueuses. En revanche, elle soulignait que seulement 7 % des entraineur·es au sein des 177 associations membres sont des femmes et que celles-ci restent sous-représentées dans leurs comités exécutifs. En Belgique, la proportion féminine au sein des CA est de 26 % dans les fédérations francophones, et quasi nulle chez les néerlandophones comme chez les nationales[2]. Le nombre d'affiliées à l'Union Royale Belge des Sociétés de Football-Association reste relativement modéré, 30 000 joueuses (contre plus de 300 000 pour les hommes) en 2018, quoiqu'en net progression (plus 30 % en un an)[3]. Partout, les écarts de revenus entre footballeurs et footballeuses sont frappants. On parle d'un rapport de 1 à 15 en France et en Allemagne[4]. La FIFA a versé 35 millions de dollars à la Fédération allemande après la victoire de son équipe masculine lors de la Coupe du monde en 2014, mais seulement 2 millions de dollars à la Fédération états-unienne, suite à la victoire de son équipe féminine à la Coupe du monde de 2015. En effet, la compétition masculine a rapporté 4,8 milliards de dollars à la FIFA, alors que la féminine « seulement » 300 millions de dollars[5]. Dans le même style, il en aura coûté à la RTBF pour diffuser l'intégralité de l'Euro féminin de football (les Red Flames étant dans la compétition) le même prix qu'un seul match amical des Diables Rouges[6]. Par ailleurs, une étude réalisée en France[7] en 2017 témoignent non seulement de l'absence cruelle de présence du football féminin dans la presse (en moyenne 2,1 % de la couverture footballistique), mais également du fait que quand on en parle, ce sont les entraineurs, les dirigeants de club — tous des hommes — qui sont mis en avant, cités et pris en photo. Mais qui de la quasi-absence de couverture médiatique ou du manque d'engouement de la part du public s'est abattu en premier sur le football féminin ? Le rapport de la FIFA souligne l'absence d'intérêt des sponsors comme des médias pour le football féminin, soutenu essentiellement par les institutions publiques.

QUAND LE CORPS DES FOOTBALLEUSES ENTRE EN JEU

Constatant l'ancrage structurel du sexisme dans le sport, la sociologue et ex-handballeuse Béatrice Barbusse dénonce les violences morales dont les femmes font quotidiennement les frais[8]. Elle voit pourtant dans l'effort de féminisation

du sport une possibilité de reconfigurer les rapports de genre. « *Voir une fille qui joue au football*, note le journaliste Mickaël Correia, *ne serait-ce que parce qu'elle est en short, qu'elle court, qu'elle sue, qu'elle shoote dans le ballon, qu'elle se blesse, qu'elle serre les genoux, etc., ça met en scène une autre vision du corps féminin qui est vraiment à l'opposé des stéréotypes de genre de la féminité occidentale.* »[9] En cela, le football féminin semble offrir un champ prometteur d'émancipation.

Preuve de l'existence de politiques volontaristes, la France met en œuvre en 2014 un plan de féminisation du sport et en 2013 la Fédération Française de Football (FFF) place une femme à sa direction. Néanmoins, le souci de promouvoir « les femmes » dans le sport s'exprime quelques fois de façon perverse, pour reprendre le mot de Béatrice Barbusse. Après avoir appliqué « la politique du tailleur » dans les années 90, incitant les footballeuses à porter une jupe lors des présentations publiques, la France lance des campagnes de publicité : en 2006, quatre membres de l'équipe de France posent nues pour attirer l'attention sur le manque d'intérêt des médias pour leur qualification à l'Euro. Le ton se veut provoquant : « Faut-il en arriver là pour que vous veniez nous voir jouer ? ». Sous prétexte de détourner les codes, les femmes se retrouvent à la place où on les a si souvent trouvées. En 2010, la FFF nomme Adriana Karambeu « ambassadrice de charme ». Flanquée de slogans girly où l'on parle de fringues et de mascara, l'ex-mannequin femme de footballeur, apparait hyper-érotisée dans des poses dignes d'un magazine de mode. En fond de tableau, les joueuses font les potiches, souriantes et lissées. « *Le football a besoin de plus de femme comme Adriana* », nous dit-on. Un nouveau témoignage de la difficulté pour les femmes de sortir de la position subalterne où on a tendance à les maintenir.

LE FOOTBALL FÉMININ PEUT-IL ÊTRE FÉMINISTE ?

Dans son article « Pourquoi les sportives ne sont-elles par féministes ? », la chercheuse Christine Mennesson explique que le monde du sport, et du football en particulier, est perçu par les militantes féministes comme l'apanage d'une virilité exacerbée, si bien qu'elles rechignent à s'en emparer[10]. Pour les footballeuses, depuis l'internationale française Marinette Pichon[11] jusqu'aux joueuses amateures de la Belgian Babes football League (BBFL) – une jeune association d'équipes exclusivement féminines (mais créée par des hommes) et qui se revendique « apolitique »[12] – c'est avant tout l'opportunité de jouer qui compte en dehors de toutes revendications. Christine Menneson explique que la figure féministe fait plutôt office de repoussoir pour celles qui cherchent à s'intégrer dans un milieu aux références plus populaires qu'intellectuelles. Face aux injures et au mépris[13], certaines choisiront soit de tout faire pour se démarquer de caractères prétendument « féminin » comme la faiblesse ou

la frivolité, soit au contraire d'affirmer, en dehors du terrain, une féminité stéréotypée conforme au modèle dominant. Paradoxalement, parce que le football est perçu comme masculin, il est un lieu problématique de définition de la féminité[14]. Il s'agit de prouver qu'une footballeuse peut être jolie, qu'elle réponde aux normes hétérosexuelles et que surtout, l'acte déjà si subversif pour une fille de taper dans un ballon ou même de vouloir voir un match de foot[15], n'ira pas jusqu'à ébranler les modèles genrés qui structurent les rapports de pouvoir. Ainsi, remarque encore Christine Menneson, même les femmes qui accèdent à des postes importants dans le sport auront tendance à adopter des postures consensuelles et modérées pour se faire accepter. Béatrice Barbusse regrette l'absence de conscience collective nécessaire à une mobilisation, les sportives favorisant plutôt l'image moins inquiétante de la *self-made girl* qui a percé grâce à son talent.

Toutefois, quelques initiatives voient le jour. En France, les Dégommeuses sont «*une équipe de foot mais aussi un groupe militant ayant vocation à lutter – dans le sport et par le sport – contre le sexisme, les LGBT-phobies et toutes les discriminations*»[16]. L'association vise l'*empowerment* des femmes et une plus grande liberté de leur corps. Au risque de rester confidentiel, le football qu'elles proposent et les réseaux de manifestations sportives militantes dont elles font partie se développent en marge des grandes fédérations mais se veulent plus inclusifs. En Belgique, les espaces de rencontres entre le football féminin et les revendications politiques semblent rares. En 2017, l'association Antifascisti Bruxelles organisait un tournoi de futsal[17] antiraciste auquel ont participé des équipes féminines. Une joueuse de la BBFL a témoigné pour nous de l'atmosphère de respect qui y régnait, contrairement à d'autres tournois mixtes comme ceux organisés par la Wapa Football League où l'ambiance entre les hommes et les femmes sur le terrain semblent malheureusement encore très tributaire d'une vision hiérarchisée des compétences des un·es et des autres, en dépit de bonnes intentions.

«Penser le rôle des femmes dans le sport n'est pas chercher à se faire une place dans un monde d'hommes, c'est explorer de nouvelles modalités d'être femme ou homme, intégrant d'infinies variations entre les deux.»

RÉCUPERATION MARCHANDE OU RECUPERATION DES CORPS?

L'avenir qu'on souhaite au football féminin se situe dans un interstice, en dehors des schémas commerciaux et de plus en plus violents du sport masculin, loin d'une vision stéréotypée et subalterne de la féminité, oscillant entre la mère et la putain. Penser le rôle des femmes dans le sport n'est pas chercher à se faire une place dans un monde d'hommes, c'est explorer de nouvelles modalités d'être femme ou homme, intégrant d'infinies variations entre les deux. La mixité des équipes constitue une piste intéressante à cet égard. Car la non-mixité souvent imposée au prétexte d'une inégale performance, nie «*qu'il existe des différences entre les groupes de sexe eux-mêmes*» et «*interdit toutes les autres formes de mixités, Grands/petits, Valides/handicapés, Lents/rapides, etc.*»[18] créant des murs infranchissables entre les différentes subjectivités.

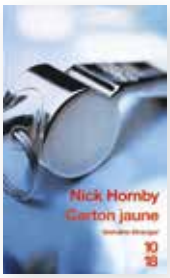
Pour finir, doit-on continuer de se plaindre que les médias et les sponsors négligent le football féminin? Est-il souhaitable que les pires multiplicateurs d'une vision sexiste et consumériste des femmes s'emparent d'un espace où le corps n'est justement plus contrôlable, lancé à toute allure derrière le ballon rond? Et si l'on se posait plutôt la question d'une plus juste répartition des ressources et d'un meilleur partage des espaces. Les équipements sportifs publics, supposément ouverts à tous et financés par les contribuables restent fréquentés majoritairement par des hommes[19]. Sans parler de la rue elle-même, qui donne l'occasion au football d'être «*une expérience quasi-universelle*»[20] selon les mots de Mickaël Correia, mais dont les femmes sont encore aujourd'hui, partiellement exclues[21].

1. «Enquête sur le football féminin», FIFA, 2014. En ligne: *https://resources.fifa.com/mm/document/footballdevelopment/women/02/52/26/49/womensfootballsurvey2014_f_french.pdf*
2. «Les femmes, parents pauvres du sport belge», Philippe Vande Weyer, *Le Soir*, 31 mars 2017.
3. Noémie Jandoulle et Marie Frankinet, «Le foot une histoire de femme», *Moustique*, 13 juin 2018.
4. « Les femmes à la conquête du terrain», 2018, *Kreatur* n°2, arte.tv, En ligne: *www.arte.tv/fr/videos/081636-001-A/kreatur-no-2*
5. Thierry Granturco, «Pourquoi les footballeuses ne sont pas payées autant que les footballeurs (et pourquoi c'est normal)», *huffingtonpost.fr*, 23 octobre 2017.
6. *Le Soir*, 14 février 2017
7. «La couverture médiatique du football féminin dans la presse française», étude réalisée par Alice Coffin pour Les Dégommeuses en septembre 2017. En ligne: *www.lesdegommeuses.org/PDF_DOC/FARE_FOOTFEMININ.pdf*
8. Béatrice Barbusse, *Du sexisme dans le sport*, Anamosa, 2016.
9. «Une histoire du foot par en bas», entretien avec Aurélien Berthier, octobre 2018, *Agirparlaculture.be*, extrait de la version en ligne: *www.agirparlaculture.be/464-mickael-correia-l-autre-histoire-du-football*
10. Christine Menneson, «Pourquoi les sportives ne sont-elles pas féministes? De la difficulté des mobilisations genrées dans le sport», *Sciences Sociales et sport*, 2012/1 (n°5), p161-191.
11. «La "Zidane" du foot féminin» – entretien avec Marinette Pichon par Philomène Bon, 2018, *Kreatur, arte.tv*. En ligne: *www.arte.tv/fr/videos/081636-003-A/la-zidane-du-foot-feminin*
12. «Le sport par et pour les femmes», Émission «Elles en parlent encore» animée par Vie Féminine, Radio Panik, novembre 2016.
13. Béatrice Barbusse, *op. cit.*
14. Voir le témoignage d'Alice Macia dans l'émission citée en note 12.
15. Voir sur ce sujet les films *Hors jeu* (2006) de Jafar Panai ou *Joue-la comme Beckam* (2002) de Gurinder Chadha
16. Extrait du texte de présentation de l'association *lesdegommeuses.org*
17. Né dans les années 30 en Uruguay pour pallier le manque de terrain de football, le futsal (contraction de *fútbol de salón*) est une variante du football qui se joue sur un terrain de handball.
18. «La ville comme espace genré», entretien avec Édith Maruéjouls, Observatoire du design urbain. En ligne: *https://obs-urbain.fr/ville-espace-genre-entretien-edith-maruejouls*
19. *Idem*
20. Mickaël Correia, *Une histoire populaire du football*, La Découverte, 2018.
21. «Les femmes ont un usage réduit de l'espace public», par Sylvia Zappi, *lemonde.fr*, 31 août 2014.

PAR OLIVIER STARQUIT

Littérature sociale et football anglais

La Grande-Bretagne est le pays fondateur du football. Quoi de plus normal que ce sport occupe dès lors une place de choix dans sa littérature. Voici un bref florilège, partiel et partial, qui prouve à quel point les luttes sociales et le foot sont intimement liés dans la culture populaire britannique.



Carton jaune de Nick Hornby

10/18, 1992

Nick Hornby relate dans ce récit partiellement autobiographique sa vie en tant que supporter du club londonien de Arsenal (club créé par des armuriers). Il a vu son premier match à l'âge de 11 ans, fils de parents séparés, le foot a vite rempli un certain vide émotionnel pour devenir une obsession, Un livre désopilant qui retrace l'évolution du gamin non pas en année mais en saison. Un regard amusé sur les tourments vécus par un supporter.

Les Malchanceux de Bryan Stanley Johnson

Quidam éditions, 2009 (réédition 1969)

Ce roman est une œuvre expérimentale puisque le livre comprend 27 fascicules dont seuls les premiers et derniers sont inamovibles, les 25 autres, non reliés, pouvant être battus comme des cartes pour donner chaque fois naissance à une nouvelle intrigue. L'objet est inséré dans une boite en carton. L'histoire est celle d'un journaliste sportif envoyé dans une ville, vraisemblablement Nottingham, pour couvrir un match de football au cours duquel des fantômes de son passé vont le visiter, principalement le souvenir de son meilleur ami Tony, terrassé par un cancer.

La trilogie Scott Manson de Philip Kerr

Le Masque, 2014 & 2015

Le roman policier n'y coupe pas lui non plus et nul autre que Philip Kerr, auteur de la légendaire Trilogie berlinoise s'y colle. Dans *Mercato d'hiver*, il narre les aventures d'un club fictif, le «London City», entrainé par Scott Manson. Le club est la propriété d'un milliardaire ukrainien et son manager est retrouvé mort. Le livre regorge de références footballistiques, chiffres, statistiques, noms de joueurs connus et inconnus, d'entraineurs mythiques, de clubs, de montants et de salaires à quarante-mille zéros, de dessous de table, très proches de la réalité du football moderne. Dans *La main de Dieu*, deuxième opus de la série, le club de London City doit jouer un match de coupe d'Europe en Grèce. C'est l'occasion rêvée de nous plonger dans la Grèce contemporaine, manifestations contre la récession, émeutes et grèves comprises. Le dernier ouvrage, *La feinte de l'attaquant*, voit Scott Manson quitter son rôle d'entraineur pour enquêter sur la disparition d'un joueur du mythique FC Barcelone. En effet, Jérôme Dumas, la nouvelle pépite du football mondial, récemment transféré du PSG, ne s'est jamais présenté à l'entrainement. Et c'est ainsi que Philip Kerr nous mène dans les coulisses du football international, où la tromperie et l'argent taclent souvent le beau jeu.

Football Factory de John King

Livre de poche, 1996

Ce récit explore la vie de Tom et de sa bande d'amis, hooligans anglais, fans de Chelsea, un autre club londonien, avec leur lot de bagarres, bitures et sexe. Ce roman donne ainsi à voir la société anglaise et la classe ouvrière des années 80 et 90, par le prisme de supporters partagés entre l'amour du football, la survie et les rixes alors que chômage et racisme sont présents en arrière-plan.

Rouge ou mort de David Peace

Rivages, 2014

David Peace est un auteur britannique connu pour avoir retracé la vie politique et sociale des années 70 et 80 en Grande-Bretagne, évoquant la grève des mineurs. Dans *Rouge ou mort*, il dépeint la vie de l'entraineur de Liverpool FC Bill Shankly entre 1959 et 1974. Bill Shankly fut un mineur écossais qui resta travailliste toute sa vie. Le titre du livre est emprunté à la devise loyale des supporters liverpudliens à l'égard de leur club «Red or dead». Une fresque biographique passionnante même si le style répétitif un peu hypnotisant de David Peace pourrait en rebuter plus d'un.

Ballon en or et mauvaise passe

PAR JEAN CORNIL

En général, je délaisse le ballon, le week-end sportif, la fièvre des supporters et la ferveur avinée. Mais, tous les quatre ans, je me surprends à endosser, crescendo durant un mois, le maillot de l'amateur de foot, m'identifiant à telle équipe, amusé des rugissements et des déguisements des « aficionados », indigné par une « faute » d'arbitrage, dissertant sur les tactiques des coachs et toujours fasciné par le nombre de drapeaux aux fenêtres. Puis, l'euphorie de la finale retombée, je retourne à mes occupations avec, en tête, la formule, en soi idiote, de Winston Churchill à qui l'on demandait le secret de sa bonne santé : « No sport » avait répondu le Premier ministre britannique.

Cette année-ci, peut-être enfin décidé à percer le mystère de la règle du hors-jeu, la dernière (1925) des 17 lois immuables de ce sport, ou à tenter de comprendre ma parenthèse quelque peu irrationnelle de quatre semaines, j'ai décidé de poursuivre la compétition. Comme toujours avec des livres. Pourquoi un tel engouement planétaire, quasi-religieux ? Pourquoi la sélection de Roberto Martinez effaçait-elle, dans la hiérarchie de l'information, toutes les autres préoccupations bien plus essentielles, du monde ? Pourquoi organiser, en 2022, une coupe du monde dans les sables surchauffés d'un émirat noyé sous les dollars ? Pourquoi, en fin de compte, l'épopée russe me paraissait-elle être le stade suprême et grandiose de la mondialisation tout à la fois économique, politique et culturelle ?

L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, l'auteur du bouleversant *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, s'interroge : « *Par quoi le football ressemble-t-il à Dieu ? Par la dévotion qu'ont pour lui de nombreux croyants et par la méfiance de nombreux intellectuels à son égard* »[1]. Malgré Camus, Pasolini et Gramsci, un cliché gardait la peau dure. D'un côté les élites savantes qui méprisaient le foot vu comme l'apanage des beaufs, de l'autre, les passionnés du ballon rond qui peinaient à exprimer la beauté du jeu et les valeurs populaires qu'il transmettait. Cette ligne de fracture s'étiole peu à peu et des paradigmes plus nuancés et plus complexes émergent. Les plaidoyers du philosophe Jean-Claude Michéa l'illustrent merveilleusement[2].

UN FAIT SOCIAL TOTAL

Car, comme l'écrit Ignacio Ramonet[3], le football est un fait social total, tant les angles d'approche sont multiples. Il témoigne d'une réussite universelle : c'est un sport simple, tolérant, improbable, à la structure générale fluide qui permet improvisations et surprises, et symbolique, qui figure le ballon-soleil comme la course de notre destin. « *Chaque match est un résumé de la condition humaine* » écrit François Brune[4]. Dans cette dramaturgie, tel le théâtre antique, chacun peut s'identifier à une équipe ou à un joueur qui « *représente de façon sublimée, ce qu'on fait dans la vie (attaquer, défendre, ruser, forcer, se donner ou non, souffrir ou exulter, être brillant ou laborieux, tricher ou combattre à la loyale, jouer personnel ou collectif, etc.)* ». Les supporters essentialisent leurs héros, figures faillibles qui permettent au spectateur de se grandir et de s'identifier aux exploits de leurs dieux, fluides et inaccessibles dans le ciel, mais humains, trop humains sur la pelouse.

Les interminables débats sur l'arbitrage électronique, le fameux VAR, traduisent les hésitations pour confier à la machine les palpitations de l'existence humaine dont les élans d'espoirs ou les sentences du destin et de l'injustice ne sauraient être réduites à de l'impersonnelle électronique. Le philosophe Pierre-Henri Tavoillot affirme que « *le foot témoigne de notre amour secret pour l'injustice. La vidéo pourrait normaliser la tragédie*

Photo : CC BY-SA 4.0 – Archiv des Karlsruher Fußballverein e.V.

d'un match, en évacuant le « flou », les malentendus et les sorties de piste. Il nous faut de la passion, un récit au long cours. On veut du tragique pour refaire le match après le coup de sifflet final ».[5]

DIPLOMATIE PAR LE BALLON

Le foot est un condensé de notre modernité. Il pose le premier des problèmes de la philosophie politique : comment vivre ensemble sans s'entre-tuer ? Chants guerriers et hymnes nationaux mais résolution, le plus souvent, pacifique sur le gazon. Mais surtout dans les coulisses car il y a une véritable géopolitique du football. Au-delà de l'instrumentalisation par les pouvoirs, dont Vladimir Poutine et l'émir du Qatar sont les représentants les plus manifestes, la FIFA en viendrait presque à supplanter l'ONU. Certaines nations, comme la Palestine, sont membres à part entière de l'internationale du football et un des premiers actes politiques d'un nouvel Etat – et ils sont nombreux depuis un demi-siècle – consiste à demander son adhésion à la FIFA, véritable préfiguration de la représentation politique à l'échelle planétaire.

Si le monde était un village, ses habitants les plus connus seraient certainement Messi, Ronaldo ou Zidane. « *Les critères de la puissance internationale*, écrit Pascal Boniface, *sont en train de connaitre une profonde mutation. Les critères classiques (territoire, forces militaires, démographie, maîtrise technologique) font place, sans disparaître, à de nouveaux critères : la capacité d'influer, l'image, etc. Au hard power classique doit s'ajouter désormais le soft power. Le football, incarnation d'un Etat, image symbolique de la nation, apprécié presque universellement, contribue pour beaucoup à la réputation et à la popularité d'un pays, au même titre désormais que les facteurs culturels* »[6]. Bienvenue en 2022 à Doha.

LA MONDIALISATION CAPITALISTE SUR LE TERRAIN

Plus encore que la diplomatie parallèle du ballon, le football épouse la dynamique du capitalisme. Cela va de la nature même du jeu – non plus « *construire pour gagner* » mais « *détruire pour ne pas perdre* » comme le rappelle Jean-Claude

Photo : CC BY-SA 4.0 – Pascal Collot

Michéa – jusqu'à la récupération du foot comme une industrie « *avec tous les ingrédients habituels de l'économie libérale : revenus indécents, fraude, corruption des dirigeants, médiatisation à outrance des grands évènements, merchandising, etc.* ». Une défaite devient un drame économique. Place au calcul, à la tactique et à l'investissement. « *L'histoire du foot,* écrit Eduardo Galeano, *est un voyage triste du plaisir au devoir* ». Du fair-play et de la beauté du jeu à la victoire rentable, au primat de la victoire et à la stratégie défensive.

Nombre d'intellectuels s'insurgent alors contre le football, cette nouvelle fable du monde où la World Cup transforme la planète en un gigantesque ludodrome, gavé d'épanchements brassico-patriotiques, d'hystérisation chauvine des peuples et de saturation de l'espace symbolique. Cette fête de la concurrence effrénée, entre « *fétichisme du nom des marques* » et « *peste émotionnelle* », capte la lumière et remplit de vacuité le vide démocratique. Cette montée du conformisme généralisé, comme l'écrivent Robert Redeker[7] ou Jean-Marie Brohm[8], conduit à la déliquescence de l'esprit critique et à une diversion sociale et politique. Quoi de plus capital que la cheville de Neymar ? Hormis le pouvoir d'achat et la dramatisation de pacotille, plus aucun souci philosophique ou politique, spirituel ou métaphysique. L'Église nouvelle, avec sa liturgie en toc et sa caste sacerdotale des joueurs, d'entraineurs et d'arbitres, fait « *croître le désert* » comme le prophétisait Friedrich Nietzsche.

Cette virulente perspective ne doit pas occulter une autre histoire du football, profondément populaire celle-là, comme la raconte remarquablement Mickaël Correia[9]. Loin d'être uniquement un opium du peuple, « *au cours de l'histoire*, écrit Correia, *et aux quatre coins du monde, le football a été en effet le creuset de nombre de résistances à l'ordre établi, qu'il soit patronal, colonial, dictatorial ou tout cela à la fois. Il a également permis de faire émerger de nouvelles façons de lutter, de se divertir, de communiquer, bref d'exister* ». De la résistance ouvrière à la lutte contre la domination masculine, du « match de la mort » en Ukraine face aux nazis, au cœur de la révolution arabe de 2011 en Égypte, des crampons palestiniens aux révoltés d'Istanbul, du football féminin aux amateurs, le long cheminement du foot illustre un imaginaire culturel et politique, bien éloigné de « l'industrie football ». Cette dernière, rouage essentiel du divertissement mondialisé vampirise, selon la logique du capitalisme, et « *reconfigure en fonction de ces seules exigences tous les éléments des différentes cultures qui lui ont préexisté* », comme l'exprime Jean-Claude Michéa.

On peut l'analyser, le football apparait bien comme un fait social total qui oscille entre la psychologie individuelle et collective et la haute diplomatie internationale, entre la sacralisation symbolique la plus aigüe et les plus bas intérêts mercantiles. Une fascinante communion universelle qui transcende les passions individuelles pour atteindre une dimension quasi-surnaturelle et mystérieuse du destin dont les humains restent assoiffés. Singulièrement après un siècle d'effritement religieux et d'effondrement des grandioses espérances politiques. On peut se permettre de douter que l'évènement-monde de la World Cup, comme l'évoque François Brune, balise la grande marche en avant de l'histoire humaine. Si d'autres enjeux, cruciaux cette fois, en ce nouveau régime climatique, mobilisaient autant de ferveurs, d'énergies et d'enthousiasmes, j'en redeviendrais presque optimiste. Hélas…

1. Eduardo Galeano, *Le football, ombre et lumière*, Préface de Lilian Thuram, Lux, 2014.
2. Jean-Claude Michéa, *Le plus beau but était une passe, Écrits sur le football*, Climats, 2018.
3. Ignacio Ramonet, « Un fait social total » *in Football et passions politiques*, *Manière de voir* n° 39, Le Monde diplomatique, Mai-juin 1998.
4. François Brune, « Un résumé de la condition humaine », *in Football et passions politiques*, *Manière de voir* n° 39, Le Monde diplomatique, Mai-juin 1998.
5. Pierre-Henri Tavoillot, « Le football témoigne de notre passion secrète pour l'injustice » *in Philosophie Magazine*, N° 119, Mai 2018.
6. Pascal Boniface, « Géopolitique du football » *in Football et passions politiques*, *Manière de voir* n° 39, Le Monde diplomatique, Mai-juin 1998.
7. Robert Redeker, *Peut-on encore aimer le football ?*, Le Rocher, 2018.
8. Jean-Marie Brohm, Marc Perelman, *Le football, une peste émotionnelle*, Folio, 2006.
9. Mickaël Correia, *Une histoire populaire du football*, La Découverte, 2018.

PHOTOS ET LÉGENDES PAR LES COMBATTANTS DU LOGEMENT / PAC VERVIERS

« Écoutez-nous, nous les combattants du logement ! »

Depuis avril 2016, la Régionale PAC de Verviers mène un projet avec un groupe de participant·es issu·es d'un service d'insertion sociale. Leur nom ? « Les combattants du logement ». Leur but ? Interroger les politiques du logement, les processus de spéculation immobilière et les moyens de remédier à toutes les formes de discriminations auxquelles des locataires précaires doivent faire face à Verviers comme ailleurs. Résultat de ce travail, une Charte qui liste des exigences minimales pour un accès égal au logement, des logements sains et salubres, et un respect réel des droits des locataires. Elle sera publiée prochainement. Cette série de photos témoigne de cet engagement pour l'exercice de leur droit au logement et de leur lutte contre la stigmatisation de la précarité.

Une sonnette « n°36 »
avec juste un nom en bas
Comment nous trouver… INSALUBRITÉ !

Porte blanche abîmée avec écriture «il n'y a plus de locataires…»
Sur la porte d'un immeuble de huit appartements complètement VIDE

Immeuble vide avec rez commercial et panneau d'agence «à louer»
Location par agence : AUCUNE CHANCE pour nous

«Répétition Lecture Vivante» : trois membres du groupe avec des calicots
Stop aux discriminations !

Ces photos sont extraites de l'ouvrage collectif intitulé *«Les toits et nous : l'effet du logis - Les combattants du logement, d'un atelier d'écriture à un collectif citoyen»*, à paraître en décembre 2018 aux Éditions PAC/Agir par l'écriture. Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région Wallonne

L'arrière de la rue Spintay avec les immeubles vides (en attente de démolition)
«La vie est belle?» (slogan du collectif)

Boîte aux lettres barrée au scotch
Un appartement vide de plus au centre-ville

Boîtes aux lettres grises avec écriteaux bleus «hors service»
Hors service mais habitable!

Les ravages du tropisme élitiste de l'égalité des chances

PAR MARC SINNAEVE

En troquant la priorité des luttes sociales contre celle des questions sociétales, écrit le philosophe Jean-Claude Michéa dans *Notre ennemi le capital*, la gauche donne l'impression d'abandonner la « cause du peuple » au profit de la cause des minorités. Principalement aux yeux de ceux qui éprouvent le plus durement les effets de la mise en concurrence de tous contre tous dans le marché global. C'est un des effets secondaires du principe d'égalité des chances comme nouveau modèle de la justice sociale.

La grosse vague « MeToo » en réaction aux agressions sexuelles contre les femmes. Le refus du racisme, tel qu'il s'est exprimé, par exemple, à l'égard d'une présentatrice de la météo à la peau noire sur la RTBF. Les mobilisations pour les droits des couples homosexuels, plus tôt déjà. La plateforme citoyenne bruxelloise du parc Maximilien au service d'un accueil digne et humain des personnes exilées sur le sol belge. Les débats passionnés entourant la « question musulmane » érigée en problème de société…

> Toutes ces manifestations montrent à quel point les propos ou les actes de discrimination – à fortiori de violence – dirigés contre des personnes appartenant à des groupes culturellement minoritaires ou dominés sont devenus à la fois plus présents et plus difficilement acceptables. Ces problématiques, estime le sociologue François Dubet[1], sont très présentes non seulement dans le débat public, mais aussi, pour certaines plus que d'autres, dans le processus en cours de polarisation de la société.

Conjointement, on peut observer un déclassement symbolique du conflit opposant Capital et travail, qui a été central tout au long du 20e siècle. La réalité socio-économique contemporaine de l'exploitation du travail et de la distribution inéquitable de la richesse produite est sur le reculoir en termes de capacité d'indignation morale et politique à son égard, de tolérance sociale, de visibilité médiatique, de référence à ce qui est juste et à ce qui ne l'est pas.

L'ENJEU D'UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ SOCIALE

Dit autrement, les inégalités sociales semblent désormais faire partie du paysage. Comme si elles étaient normales, banalisées ou à tout le moins tolérables. Y contribue grandement la reconfiguration en cours de la conception des politiques sociales. Un large consensus s'est opéré autour de la dynamique de l'*égalité des chances* comme nouveau modèle de la justice sociale. Avec les minorités discriminées au centre des préoccupations. Cela s'est fait, clairement, au détriment de la logique et des politiques plus anciennes de l'État social qui participent, elles, du principe de l'*égalité des positions*, peu importe que celles-ci soient occupées par des femmes ou des hommes, des membres des minorités visibles ou de la majorité « blanche », des « cultivés » ou des moins « cultivés », des jeunes ou des moins jeunes, etc.

Le basculement s'est traduit, un peu partout, par la mise en place d'instances et de ministères de l'Égalité des chances, par la création de dispositifs divers, l'activation notamment, mais surtout des mesures comme les quotas ou la discrimination positive en faveur des « minorités ». Le but ? Mieux garantir, à l'échelle de la structure sociale, une représentation équitable des femmes, de la *diversité* ethnique et culturelle, des « minorités visibles » et de tous ceux qui sont ou se sentent discriminés parce que jeunes, musulmans ou arabes, homosexuels, handicapés…

> Ce qui est estimé juste, par exemple, dans cette optique, c'est que les femmes soient présentes à parité à tous les échelons de la société, sans que la hiérarchie des activités professionnelles et des revenus, pas davantage que les écarts entre ceux-ci, ne soient mis en question, à fortiori transformés. La philosophie de l'égalité des chances, souligne le sociologue François Dubet qui y a consacré plusieurs ouvrages[2], vise à « *lutter contre les discriminations qui font obstacle à la réalisation du mérite permettant à chacun d'accéder à des positions inégales au terme d'une compétition équitable dans laquelle des individus égaux s'affrontent pour occuper des places sociales hiérarchisées* ». Dans cette ambition, la mobilité sociale individuelle est encouragée, stimulée alors que l'ordre socialement plus égalitaire du modèle social hérité des « Trente glorieuses », c'est une de ses limites, tend à figer les positions des uns et des autres.

UN RENVERSEMENT DE PRIORITÉ SURTOUT SYMBOLIQUE

Un des résultats de la dynamique nouvelle, c'est que les luttes et les revendications en faveur des droits des LGBT, du vote des étrangers, du « mariage pour tous » (en France) ou de l'écriture inclusive semblent constituer les minorités sexuelles, les minorités culturelles, les minorités raciales ou ethniques en nouvelle « *majorité idéologique* »[3] au cœur des politiques d'égalité. Le philosophe Michel Onfray évoque à ce sujet des « *micropeuples de substitution* » ou peuples « *des marges* », dont la cause parait primer désormais sur celle du peuple « *old school* », comme il le qualifie dans une interview de 2015 qui a fait polémique en France[4]. « *Il fallait, il faut et il faudra que ces marges cessent de l'être, bien sûr, c'est entendu,* ajoutait-il, *mais pas au détriment du centre devenu marge* ».

Il est bien question, dans le propos ici, de la dimension avant tout *idéologique* ou *symbolique* du renversement de l'ordre de priorité politique en matière de justice sociale. L'action publique centrée sur l'égalité des chances concourt seulement à combler les effets pénalisants de la discrimination subie, de manière à ce que les participants bénéficient d'un traitement égal dans la course à l'emploi et à de meilleures places dans la hiérarchie sociale.

« Les luttes et les revendications en faveur des droits des LGBT, du vote des étrangers, du "mariage pour tous" (en France) ou de l'écriture inclusive semblent constituer les minorités sexuelles, les minorités culturelles, les minorités raciales ou ethniques en nouvelle "*majorité idéologique*" au cœur des politiques d'égalité. »

Car c'est bien cela qui figure en toile de fond de l'adoption du paradigme libéral de l'égalité des chances : une compétition entre individus qui sont supposés y prendre part avec les mêmes chances de gagner. Dans cette modélisation méritocratique des rapports sociaux, les effets produits par la structure collective passent au second plan. Les inégalités structurelles, laissées intactes, sont rabattues sur des enjeux et des ressorts strictement individuels ou interindividuels. Les seuls déterminants pris en considération par les organisateurs de la course (le marché) et par le jury des commissaires (les gouvernements) sont les capacités de chacun, la valeur et le mérite personnels.

Dès lors, puisque toutes les places, désormais, sont ouvertes au désir de promotion de chaque individu, les inégalités socio-économiques apparaissent moins graves, quand elles ne semblent pas tout simplement « justes » : leur persistance n'est-elle pas le signe même de l'inaptitude de ceux qui en subissent encore les effets ?

« QU'EST-CE QU'ON FAIT POUR MOI PENDANT QU'ON AIDE *LES AUTRES* ? »

C'est bien ce « *tropisme élitiste* » de la mécanique de l'égalité des chances, selon l'expression de François Dubet, qui pose surtout problème. Car il revient à se concentrer exclusivement sur la question de l'accès des plus méritants aux meilleures places et à éclipser le sort de tous les autres. Le problème, précise Dubet à ce sujet, n'est pas qu'il existe des élites ou des plus méritants que d'autres, mais que « *les critères de production des élites s'imposent désormais à tous et à toutes les situations* ».

Au travers de cette lecture, il devient plus clair que la fiction d'une compétition à chances égales pour chacun produit surtout de la frustration et du ressentiment chez ceux qui échouent. Car tant que persiste l'image tronquée de vainqueurs au mérite personnel supérieur, on peut faire croire aux vaincus qu'ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Comment s'étonner alors, sans qu'il faille l'accepter pour autant, que ceux-ci puissent retourner l'aigreur de

« La fiction d'une compétition à chances égales pour chacun produit surtout de la frustration et du ressentiment chez ceux qui échouent. »

la défaite contre d'autres ? Contre « les autres ». Contre ceux – travailleurs de l'Est, homosexuels, migrants… – qu'ils estiment privilégiés, dans la course, par l'attention plus grande que le pouvoir public porte à ceux-ci.

Comment s'offusquer, soutient Michel Onfray, « *qu'un paysan en faillite, un chômeur de longue durée, un jeune surdiplômé sans emploi, une mère seule au foyer, une caissière smicarde, un ancien avec une retraite de misère, un artisan au bord du dépôt de bilan disent :* "Et qu'est-ce qu'on fait pour moi pendant ce temps-là ?" » ? À priori rien d'obscène, ni de xénophobe là-dedans à ses yeux. « *Juste une souffrance* ». Laquelle, pour échapper à la détestation de soi, ne trouve plus à s'exprimer que dans la détestation d'autres « malheureux » ou plus malheureux que soi.

Ce sont précisément le mobile et les ressorts de cette souffrance, de ce *sentiment* d'abandon, présents dans les milieux populaires, dans les segments déclassés du monde du travail et dans les infra-mondes des nouvelles catégories du prolétariat, qui échappent aujourd'hui à la gauche… En même temps que leurs votes. Partout en Europe, on le sait, les composantes socialistes de la gauche en paient le prix le plus élevé. À l'exception, dans une certaine mesure, jusqu'ici, de la Wallonie et de Bruxelles.

Dans tous les sens du terme, les formations de gauche, à quelques rares exceptions près, ici aussi, ne « parlent » plus aux exploités, aux dominés. Redonner la préférence au modèle de l'égalité des positions – à adapter aux défis du temps, à commencer par l'urgence écologique – serait sans doute un moyen de reprendre langue. Parce qu'elle se fonde sur une dynamique de devoirs et de droits mutuels, estime François Dubet, la vieille ambition sociale-démocrate de réduction des inégalités entre les groupes sociaux conduit à mettre en exergue ce que nous avons en commun plus que ce qui nous distingue les uns des autres. Ce n'est pas rien.

1. « Égalité des chances, égalité des places ? », conférence donnée à Louvain-la-Neuve, le 11 septembre 2018, à l'invitation de la FOPES (UCL) et du Réseau Égalité. *www.clps-namur.be/projets/r%C3%A9seau-%C3%A9galit%C3%A9*
2. Notamment *Les places et les chances. Repenser la justice sociale*, Le Seuil, 2010.
3. Michel Onfray, « L'empire maastrichtien. Populistes contre populicides » in *Marianne*, 14 au 20 septembre 2018. En ligne, on peut le trouver ici : *www.laicite-republique.org/IMG/pdf/180914marianneonfray.pdf*
4. « On criminalise la moindre interrogation sur les migrants », in *Le Figaro*, 10 septembre 2015. En ligne : *www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/12/22/31003-20151222ARTFIG00189-michel-onfray-on-criminalise-la-moindre-interrogation-sur-les-migrants.php*

Pourquoi on M le maudit...

PAR DENIS DARGENT

Le tueur en série (*serial killer*) se distingue de ses collègues assassins, non pas par le nombre de ses victimes – son palmarès macabre doit *au moins* en compter trois –, mais parce que celles-ci ont été occises dans des endroits et à des moments différents. La variété de ses crimes (ou leur caractère « thématique ») oblige donc les enquêteurs à établir, meurtre après meurtre, un profil psychologique du tueur. Le *serial killer* devient ainsi, inévitablement, un personnage dont l'épaisseur psychique se prête à merveille aux œuvres de fiction. Voilà pourquoi, en matière d'intrigues criminelles, le tueur en série eut, de tout temps, la faveur des productions cinématographiques, romanesques ou picturales.

M le Maudit, sorti à Berlin en mai 1931, peut être considéré comme le film fondateur du genre. Fritz Lang, son réalisateur, portait un vif intérêt à l'actualité criminelle, particulièrement fournie dans l'Allemagne des années 20 et 30. Les tueurs de masse (*Massenmörder*) y font régulièrement la Une des journaux à sensation et de la presse conservatrice. L'un d'eux, Peter Kürten, deviendra célèbre sous le surnom de *Vampire de Düsseldorf*. Kürten – qui se dénoncera lui-même en 1930, après une impressionnante série de crimes perpétrés pendant 30 ans ! – fut aussi l'un des premiers meurtriers de l'histoire à livrer des confessions aux psychiatres allemands, contribuant ainsi à la naissance des méthodes de profilage.

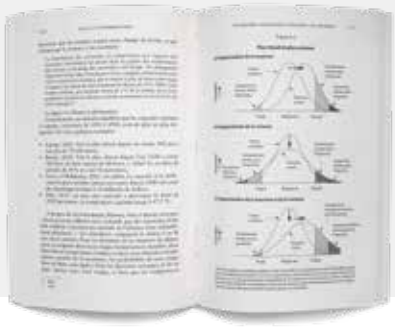
C'est donc fort logiquement un article de presse, consacré aux *Massenmörder*, qui est à l'origine du scénario de *M le Maudit*, premier film « parlant » de Fritz Lang.

Dans une ville pétrifiée de terreur, des enfants sont assassinés par un individu d'apparence anodine, Hans Beckert (Peter Lorre). Un meurtrier anonyme qui se manifeste en sifflotant un air d'Edvard Grieg. La police est sur les dents, mais piétine. Les truands, eux, sont inquiets : la mobilisation policière vient troubler leur bizness quotidien... Avec l'aide d'un « syndicat des mendiants », la pègre locale organise à son tour la traque du meurtrier. Et devance la police dans son arrestation. Dans une scène finale mémorable, Beckert (alias M comme *Mörder*) passe en jugement devant une assemblée composée de bandits masculins et de mères éplorées.

Rien dans les images de ce film n'évoque l'imminente arrivée au pouvoir des nazis. Mais assez subtilement, Lang y révèle pourtant son pessimisme radical. En introduisant la psychologie criminelle dans le film policier, le cinéaste pose la question de la responsabilité du meurtre dans une société en crise. D'où l'effet miroir du long-métrage, où se reflète la mentalité d'une époque perçue par le réalisateur comme régressive. Devant ses « juges », Beckert se défend en évoquant l'étrange forme de malédiction dont il serait l'objet ; il est, dit-il, *obligé* de tuer. Le verdict populaire sera néanmoins sans appel : il faut éliminer physiquement cette « anomalie » avant qu'elle ne contamine (et ne remette en cause) la société dans son ensemble. De fait, par ce biais, Lang annonce bel et bien l'entrée en scène du IIIe Reich.

Tombé dans le domaine public, le film est visible ici : *www.youtube.com/watch?v=ssdtn60srNc*

lecture



1

2

3

1

Face à l'anthropocène. Le capitalisme fossile et la crise du système terrestre //
Ian Angus // Écosociété, 2018

«Changer le système, pas le climat», titre d'un des chapitres de *Face à l'anthropocène* de Ian Angus, activiste canadien et rédacteur en chef du magazine en ligne *Climate & Capitalism*, illustre parfaitement la démarche politique de l'auteur. Après une analyse précise de toutes les conséquences d'un capitalisme qui creuse les inégalités sociales et dégrade les écosystèmes, il propose un véritable programme écosocialiste en vue de bâtir une civilisation écologique fondée sur une solidarité humaine mondiale. Il y pose notamment la question cruciale du temps en constatant qu'il en reste peu si l'on veut éviter un changement climatique extrêmement dangereux porté par un capitalisme écocide. Il fait aussi une série de propositions de réformes concrètes, pas spécifiquement originales, mais essentielles pour conjurer les périls qui menacent. L'originalité du livre réside dans l'analyse globale et cohérente, à partir d'un marxisme dépoussiéré de tout productivisme, dans laquelle ces réformes doivent s'inscrire. **JC**

2

Le déchaînement du monde. Logique nouvelle de la violence //
François Cusset //
La Découverte, 2018

Riche, interpelant et passionnant, n'esquivant guère les questions difficiles (dont celle de la résistance violente), l'ouvrage de François Cusset vaut le détour. Il entend «*arracher le masque*» et démontrer, force exemples à l'appui, que si elle ne revêt plus les aspects qu'on lui connaissait, la violence est aujourd'hui omniprésente. Il importe donc de comprendre «*la logique circulatoire complexe de la nouvelle violence systémique*». De saisir la «violence-monde».
On n'affirmera pas que les constats et les analyses soient réjouissants, pas plus qu'on n'aperçoit comment on pourrait les contredire: le discours est implacable. Mais pas désespérant, puisque l'on continue de voir jaillir des luttes, sans mythe de la révolution, sans parti ni doctrine, «*qui se montrent plus à même que tous les dogmatismes de sortir les opprimés de l'impuissance collective*». Reste l'enjeu capital: celui d'une convergence tactique pérenne des luttes multiples et de la constitution du «*sujet en acte de la contre-violence qui seul autorise à dire encore "nous"*». **JFP**

3

Au club des femmes musulmanes //
Clara Zetkin //
Litpol, 2017 (Rééd. 1926)

La toute nouvelle maison d'édition bruxelloise Litpol, qui souhaite remettre à l'avant-plan les théoricien·nes du mouvement ouvrier, a choisi de publier comme premier titre le reportage-analyse de la penseuse et activiste féministe Clara Zetkin. Vous la connaissez? Enseignante, journaliste et femme politique marxiste allemande. Elle fut spartakiste et députée communiste de 1920 à 1933. Et représente une grande figure historique du féminisme, plus précisément du féminisme socialiste.
Elle a énormément écrit, une sélection de son œuvre en trois volumes parue en 1957 fait plus de 2000 pages. Son *Au club des femmes musulmanes* est paru en 1926. Il est ici réédité avec une nouvelle traduction annotée et commentée par Erik Rydberg. Il raconte une page d'histoire sous la forme d'un reportage militant qui nous mène à Tiflis (Géorgie) en 1924-1925 c'est-à-dire dans l'après révolution soviétique. Nous découvrons une jeune république ouvrière qui cherche à créer les conditions propices à l'émancipation pour les femmes immigrées. Cela vous surprend? Clara Zetkin éclaire d'un jour différent les questions d'intégration des populations immigrées et la manière de faire dans l'Union soviétique des années 1920, à mille lieues de celles qui font consensus institutionnel aujourd'hui. Des clubs de femmes musulmanes, lieux d'échange de savoirs, de formation politique et sociale, d'écolage révolutionnaire, de solidarité et de partage entre femmes. Vous voyez le genre? Des clubs de femmes… la clique habituelle va crier à l'ostracisme! Et au communautarisme… car ce sont des femmes musulmanes qui s'auto-organisent. Ce reportage passablement oublié doit être relu car il nettoie l'esprit en s'inscrivant à contre-courant de bien des présupposés qui ont cours ici et maintenant. Ce qui permet de nombreux débats détachés des polémiques de l'actualité immédiate.
Un autre monde est possible. Il existe – il a existé – des alternatives. **MD**

4

Les batailles d'internet. Assaut et résistances à l'ère du capitalisme numérique //
Philippe de Grosbois // Ecosociété, 2018

Si vous n'êtes ni pour ni contre internet, mais que vous vous rendez bien compte qu'il y a quelque chose qui cloche sans pouvoir mettre le doigt dessus, ce livre est fait pour vous. Il permet de sortir de l'écueil de la fausse alternative « technophiles capitalistes » *vs* « technophobes hypercritiques ». La grande force du livre est de dépasser ces deux positions fatalistes qui omettent le fait qu'internet n'est jamais que ce que nous en faisons et non pas une force extérieure à la société. Cette analyse sociologique et politique du net permet ainsi de repolitiser une question perçue à tort comme uniquement technologique. L'ouvrage, très panoramique, débute sur une genèse pour savoir comment on a fait du rêve d'un outil de partage, d'échanges et de connaissances des origines un outil de domination aux mains des GAFAM. Le livre permet d'appréhender le vaste terrain à conquérir par la gauche pour cesser de laisser tout le champ libre à la Silicon Valley. Il articule ensemble de nombreux sujets liés aux évolutions du net depuis sa création. Ces différents fronts sont clairement exposés et nous permettent de nous mettre… en ordre de bataille, avec les armes qui sont les nôtres, afin de renverser la tendance et de faire d'aller vers un réseau de communication décentralisé et autogéré. *Les batailles d'internet* permet d'envisager ce que pourrait être un internet « libre » c'est-à-dire décolonisé des mégacompagnies du net. Et nous incite à créer plus de lien entre les mondes libristes (mais aussi le *hacker space*) et les mouvements sociaux de gauche plus classiques, souvent ignorants l'un de l'autre. Très éclairante lecture en ces temps d'invasion des plateformes numériques et de menaces sur la neutralité du net. **AB**

4

6

6

Plus qu'hier et moins que demain. Contre le racisme, le colonialisme et la guerre //
Nadine Rosa-Rosso // La Guillotine, 2018

Le recueil de Nadine Rosa-Rosso est composé d'une trentaine de textes dont sept ont été écrits du temps où elle était la porte-parole du Parti des Travailleurs de Belgique (PTB), les autres ensuite comme « communiste indépendante ». La période PTB, les quelques commentaires qui émaillent les textes suivants en témoignent, est intéressante pour qui ne connait pas trop ni l'origine ni l'évolution du parti… Quoi qu'il en soit, s'y lit déjà ce qui fait le combat de Nadine aujourd'hui encore (et moins que demain) : une lecture précoce de l'évolution du prolétariat et de l'éternel oubli – sauf par les forces guerrières et répressives – des sous-prolétaires, étrangers ici ou ailleurs. Aujourd'hui s'intrique à cette exploitation, la question de l'islam, comme dimension certes intime, mais aussi politique, de la lutte… dans quoi la gauche s'empêtre plus souvent qu'à son tour et sur quoi le livre ouvre de sérieuses pistes de réflexion. Tout ceci c'est encore, en creux, le portrait d'une femme fidèle à ses convictions pacifistes, internationalistes et antiracistes, toutes profondément enchevêtrées dans leurs causes et leurs conséquences. **JFP**

5

5

Ce qui n'a pas de prix //
Annie Lebrun // Stock, 2018

« Pourquoi n'y aurait-il plus d'êtres assez déterminés pour s'opposer par tous les moyens au système de crétinisation dans lequel l'époque puise sa force consensuelle ? » Dès l'introduction de son livre *Du trop de réalité*, paru en 2000, Annie Lebrun annonçait la couleur : un rouge sang qui éclabousserait la lividité cadavérique d'une époque où toute extravagance de la pensée deviendrait un délit. Avec *Ce qui n'a pas de prix*, l'intellectuelle indomptable et imprévisible qu'elle est, parachève sa critique radicale de cette contemporanéité écrasante dont elle cherche sans relâche les lignes de fuite. Et parce que la langue d'Annie Lebrun est tout à la fois ardue et magistrale, qu'elle sinue telle la lave résultant d'une éruption permanente de la pensée, ce livre brûle, littéralement. C'est le manifeste de la révolte contre ce qu'elle nomme le *réalisme globaliste*, nouveau mode de pensée totalitaire résultant de la collusion des puissances de l'argent – à travers le commerce du luxe et de la mode notamment –, des médias et d'un certain art contemporain qu'il est urgent de dénoncer à l'ère de la crise de la critique. Là où l'art *réaliste socialiste* fondait sa légitimité sur des représentations et des clivages idéologiques, sa version néolibérale n'a pour objectif que de contribuer à la *financiarisation du monde*. « *À croire que sous la dénomination d'art contemporain*, précise l'auteure, *se manifeste une politique de grands travaux, menée à l'échelle planétaire, dans un but d'uniformisation, venant conforter et aggraver celle qui se produit à travers la marchandise.* » En s'attaquant *au stade esthétique* de la consommation, dans lequel l'artiste « *acquiert l'avantage de pouvoir passer pour critique de ce dont il est en train de profiter sans avoir besoin de dénoncer quoi que ce soit* », l'essayiste s'interroge : « *Jusqu'à quand assisterons-nous, sans rien dire, à cette colonisation de nos paysages intérieurs ?* ». **DD**

7

Ted drôle de coco //
Émilie Gleason // Atrabile, 2018

On se souvient de *L'Ascension du haut mal* de David B qui racontait l'histoire d'une famille dont l'un des fils était atteint de crises d'épilepsie de plus en plus graves, du parcours sinueux et désemparé des parents pour tenter de résoudre les problèmes de leur fils malade, aux prises avec une institutions médicale déshumanisée et de charlatans en tout genre. Cette bande-dessinée constitue l'un des monuments majeurs de la nouvelle vague BD née à la fin des années 1990. Dans son sillage, l'auteure suisse Émilie Gleason nous livre *Ted, drôle de coco* dans lequel elle s'inspire librement de son vécu, son frère étant diagnostiqué Arnsperger. Sauf que contrairement à David B, elle prend, elle, le parti de raconter cette histoire du point de vue de la personne atteinte par ce syndrome, et non plus de celui du grand frère désabusé. C'est donc à son quotidien, à sa perception du monde, à son univers psychique que nous avons accès. En somme, l'autisme avec les sous-titres. Ce qui permet de nous faire sentir, expliquer et dédramatiser ce qui peut bloquer et faire débloquer à certains moments. L'occasion de réaliser aussi à quel point les personnes autistes peuvent être des détecteurs sensibles de moments déroutants qui nous encombrent en réalité tous à un moment dans nos vies. Car si l'impossibilité de pouvoir tout communiquer ou la difficulté à changer nos habitudes les touchent particulièrement, cela nous perturbe aussi à divers degrés. Un récit doux-amer, compréhensif et intelligent, loin de tout politiquement correct qui s'incarne dans des dessins faussement naïfs, qui n'omet pas d'évoquer la surmédicalisation et l'aspect à côté de la plaque du monde médical par rapport à ces Troubles Envahissants du Développement alias… TED. **AB**

7

8

8

1984 //
George Orwell // Gallimard, 2018

C'est une œuvre clé du 20e siècle, dont l'épilogue se situe quelque part vers 2050, quand le Parti publiera la 11e édition du dictionnaire du *néoparler* et quand s'achèvera l'œuvre ultime de destruction des mots et de dégraissage de la langue. Quand s'affirmera enfin le langage officiel qui aura réduit à sa plus simple expression le champ de la pensée… *1984*, le roman de George Orwell, achevé en 1948 et publié l'année suivante, est un livre qui reste ouvert sur un futur possible. La logique implacable du système totalitaire qui y est décrit n'en finit pas de trouver de sinistres échos dans le monde d'aujourd'hui (« *Si tu veux une image du futur, figure-toi une botte qui écrase un visage humain – indéfiniment* »).
C'est donc fort à-propos que parait cette nouvelle traduction, confiée à Josée Kamoun. Dont le principal mérite – mais ce n'est pas le seul – est d'avoir rendu encore plus percutant (c'était donc possible) ce chef-d'œuvre de la dystopie. L'unique traduction française disponible datait de 1950 (Amélie Audiberti). On ne s'en est jamais plaint. Mais le coup de maitre de Kamoun est d'avoir recollé au texte original tout en faisant le pari d'une conjugaison au présent. Évitant ainsi l'écueil d'une traduction du prétérit anglais par le classique, et plus littéraire, passé simple. Et ça marche! La lecture du roman n'avait jamais été aussi frénétique, dès les premières pages nous avons été happés par la machinerie implacable et minutieuse d'Orwell, dont le caractère conjectural n'avait jamais paru aussi plausible… *1984* est revenu frapper à la porte de notre temps. Sa (re) lecture reste indispensable. **DD**

expo

1

André Delier

2

1

Get up, stand up. Changing the world with posters //
MIMA, Quai du Hainaut 39-41, 1080 Molenbeek //
Expo jusqu'au 31.12.18

Proposé par le Mima de Molenbeek depuis mai dernier pour les 50 ans de Mai 68 (et prolongée jusqu'à la fin de l'année), cette exposition donne à voir une collection d'affiches politiques originales datant de 1968 à 73. Très intéressante dans la quantité des posters montrés (essentiellement des affiches de Mai 68 et des mobilisations étudiantes US contre la guerre du Vietnam), elle permet de mesurer la créativité, l'astuce et la qualité esthétique naissant de la conjugaison de l'art et de la politique au cours de cette bouillante période. L'occasion aussi d'observer permanences et généalogie des luttes puisque pointaient déjà les combats écologistes, féministes et en faveur des minorités… Peu explorées par l'expo, centrée surtout sur la recontextualisation les affiches, des questions subsidiaires surgissent néanmoins à la visite… Par exemple, le fait que ces affiches soit devenues des objets de collection hors de prix, annule-t-il leur portée ou leur pertinence, elles qui étaient pensées comme un moyen de revendication radicale et anticapitaliste ? Certaines repro sont même vendues par le musée… Éternel paradoxe sans doute, à l'instar du processus qui enferme au musée des outils urbains, conçus pour les manifs et pour la rue, au risque de leur retirer tout leur sens. Question que connaissent bien par ailleurs les acteurs-trices du street art. La muséification tue autant qu'elle ne conserve, celle de la contestation comprise… **AB**

2

Strokar inside //
Chaussée de Waterloo 569, 1050 Bruxelles //
Expo jusqu'au 31.12.18

Impossible de décrire toute la richesse des fresques urbaines visible à Strokar inside, véritable terrain de jeu mis à disposition de nombreux·ses graffeurs et graffeuses par Strokar et la plateforme d'art urbain actuels D-side. Situé au cœur de la commune d'Ixelles, dans un ancien supermarché Delhaize de 5000 m², le lieu a ouvert depuis septembre. Le public peut déambuler dans ces vastes espaces insolites et surprenants. Chaque mètre carré étant un véritable enjouement pour les yeux. Des peintures colorées, des fresques dégagent une atmosphère très urbaine vous laissent pénétrer dans l'imagination débordante des artistes et sont en lien direct avec l'architecture des lieux. Ainsi au premier étage, on découvre que la surface qui dans les années 1900 était une patinoire à roulettes a littéralement été squattée par les pinceaux et les bombes des graffeurs. Des installations environnementales fusent ici où là, entre le bar et la galerie. Cet espace éphémère s'offre à vous dans un premier temps jusqu'à la fin de l'année. À voir si ce grand espace voué tout entier à l'art urbain, et qui manquait sans doute à Bruxelles, survivra à la spéculation immobilière de la capitale. L'affluence étant gage de pérennité, allez visiter ce lieu coloré, vous ne serez pas déçu·es! **SB**

film

2

Rêver sous le capitalisme //
Un documentaire de
Sophie Bruneau //
Alter Ego films &
Michigan Films 2018

Sophie Bruneau, nous offre une sorte de suite quinze ans après à son puissant *Ils n'en mourraient pas tous, mais tous était frappés* qui donnait à voir les effets sur la santé de l'organisation du travail. La réalisatrice et anthropologue poursuit son exploration de la manière dont le capitalisme contamine notre psyché et nous aliène, ici, jusque dans notre lit. Ce que nous croyons de plus intime, le rêve, est travaillé par le travail en dehors des heures de bureau.
Le film est composé du récit de douze personnes qui racontent puis interprètent le souvenir d'un rêve de travail. Du «tic-tic» des caisses comme bande-son de la nuit d'une caissière aux fenêtres disparues du bureau – symbole d'enfermement – d'une responsable administrative. Des évènements malheureux déniés (suicide, licenciement) qui ressurgissent brutalement au cauchemar de dévoration par son boulot quand on lui donne trop. Et de la violence symbolique qui se retournent en rêve en violence physique contre la hiérarchie... Car le management par la terreur trouve une issue dans le monde de la nuit, un défoulement, puisqu'au lieu de se tuer à la tâche, on peut tuer son boss... Les rêveurs et leurs rêves dressent ensemble le portrait d'un monde dominé par le capitalisme néolibéral, le poids des dossiers, des dysfonctionnements, du manque d'écoute et la mauvaise communication.
Les travelings de bâtiments ou des chantiers désertés contrastent avec des récits de trop-plein. Trop-plein de frustration, d'objectifs inatteignables, de petites et grandes humiliations de cadences infernales et de surmenage alors que le sens de la tâche semble perdu... Ce documentaire témoigne magistralement de notre société du culte de la performance, de la mise sous contrôle et en concurrence des travailleurs-ses. D'un travail qui devient machine à bouffer la patience, l'attention, la gentillesse, l'empathie ou la chaleur humaine. Pour préparer peut-être notre remplacement à peu de frais par des robots... **AB**

1

Ex Libris : The New York Public Library //
Un documentaire de
Frederick Wiseman //

Frederick Wiseman, maître incontestable du documentaire, explore dans son dernier film le fonctionnement interne et externe de l'une des plus importantes bibliothèques au monde. La New York Public Library (NYPL) apparait au fil du documentaire non seulement comme un lieu d'archive, de savoir, d'apprentissage, d'accueil, d'échange mais aussi comme une institution qui se veut accessible à tous, contribuant par conséquent à la cohésion sociale d'une ville cosmopolite et multiple. Outre la richesse matérielle de la NYPL (des milliers de livres, manuscrits, documents visuels...), le cinéaste met en évidence, en captant le réel dans un style qui lui est propre (pas d'intervention directe, pas de voix off, pas de fil conducteur, pas de personnage central), les diverses interactions de l'établissement (conférences, rencontres, concerts, cours de braille ou de danse, services comme l'aide à l'emploi ou à l'intégration...) avec la population, quelle qu'elle soit (mixité ethnique, sociale, intergénérationnelle...). Ce film souligne dès lors la volonté de la NYPL de concilier une multitude de différences et de singularités dans une société américaine que les autorités veulent parfois trop uniforme. De plus, il questionne le rôle de cette institution publique et les enjeux politiques et sociaux auxquels elle est confrontée : la fracture numérique, les valeurs de solidarité et de partage, les questions raciales, les inégalités sociales, la culture et l'éducation comme outil de résistance et de démocratie... Une fois de plus, Frederick Wiseman, en prenant le temps nécessaire pour assoir son propos, parvient à dresser non pas le portait d'un établissement authentique, mais à filmer à travers le travail et l'organisation de celui-ci, le visage multiple de l'humanité.
Si pareils sujets étaient davantage traités et semblables films plus largement diffusés, peut-être se rendrait-on compte que de telles initiatives d'intelligence collective, comme celle de la NYPL, sont concrètes et réalisables. **GC**

1

JOURNÉE DE RÉFLEXION

Féminismes,
langue,
langages
et dominations

23
NOVEMBRE
2018

TABLE RONDE

ATELIERS

HOMMES
Toutes égales !
FEMMES

À travers l'interrogation des normes de l'orthographe et de la grammaire, de celle des mécanismes qui fondent la définition d'une langue standard et d'autres périphériques, du « bon usage » et des mésusages d'une langue, *Présence et Action Culturelles* souhaite aborder la question du rôle distinctif ou discriminatoire de la langue. Comment elle renforce les catégories instituées, les rapports de domination et l'ordre existant et au contraire comment elle peut devenir un vecteur de lutte et de résistance féministe.

ÉLIANE VIENNOT

ANNE-CHARLOTTE HUSSON

JEAN-MARIE KLINKENBERG

pac
Agir par la Culture

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Loterie Nationale

Maison pour Associations
Route de Mons, 80
6030 Marchienne-au-Pont

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie nationale.